

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE PEUPLEMENT ITALIEN EN TUNISIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Juin 1931, à 2 heures

PAR

Pierre FICAYA

MEMBRES DU JURY :

Président : M. René MAUNIER, Professeur.
Suffragants { M. PIROU, Professeur.
 { M. R. PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1931

LE PEUPLEMENT ITALIEN

EN TUNISIE

LE PEUPELEMENT ITALIEN EN TUNISIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Juin 1931, à 2 heures

PAR

Pierre FICAYA

MEMBRES DU JURY :

Président : M. René MAUNIER, Professeur.
Suffragants { M. PIROU, Professeur.
 { M. R. PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

BEAUCHAMP. — La Tunisie 1927.

A. BERNARD. — L'Afrique du Nord et l'Empire Colonial Français.

CAVE. — La Tunisie martyre 1920.

» Sur les traces de Rodd-Balek, 1929.

COMBES DE LESTRADE. — La Sicile.

DEFAGES. — Les travaux publics du Protectorat en Tunisie.

DEFAGES et PONZEVERA. — Les pêches maritimes de la Tunisie.

DE LANESSAN. — La Tunisie, 2^e éd. 1917.

DESFEUILLES. — La Tunisie, 1928.

J. DESPOIS. — La Tunisie, 1930.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT. — La politique française en Tunisie.

GINESTOUS. — Etudes sur le climat de la Tunisie, 1907.

A. GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale, 1928.

GRANDCHAMP. — La France en Tunisie 1920-1930.

HARDY. — Vue générale sur l'histoire d'Afrique, 1922.

HAUSER. — La guerre européenne et le problème colonial, 1915.

LALLEMAND. — La Tunisie, 1890.

LAPIE. — Les civilisations tunisiennes, 1898.

P. LEROY-BEAULIEU. — L'Afrique et la Tunisie.

G. LOTH. — Histoire de la Tunisie, 1898.

» La Tunisie et l'œuvre du protectorat français.

MERCIER. — Histoire de l'Afrique septentrionale, 1891.

NITTI. — Nord et Sud.

H. PENSA. — L'avenir de la Tunisie 1902.

» La Tunisie au début du XX^e siècle.

RAYNAUD. — La Tunisie sans les Français.

RODD-BALEK. — La Tunisie après la guerre, 1922.

ROUARD DE CARD. — La France et les autres nations latines en Afrique, 1903.

SAURIN. — Le peuplement français en Tunisie, 1910.

» L'invasion sicilienne.

» 25 ans de colonisation tunisienne, 1925.

SAYONS. — Commerce des Européens à Tunis, 1929.

VITRY. — L'œuvre française en Tunisie, 1900.

P. WINKLER. — Essai sur la nationalité dans les protectorats de Tunisie et du Maroc, 1926.

» Dénombrement de la population civile européenne et indigène en Tunisie en 1921 et 1926.

» Notice générale sur la Tunisie, 1926.

REVUES

L'Afrique française.
La Revue africaine.
La Revue tunisienne.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME ET SA PORTÉE

Depuis environ cinquante ans que les Français sont établis en Tunisie, nous assistons à une incessante émigration italienne vers cete partie de l'Afrique considérée à juste titre comme une des régions les plus riches du bassin méditerranéen.

Avec la conquête française, allait s'ouvrir l'ère des grands travaux de mise en valeur d'un pays, dont les différentes dominations étrangères, la romaine exceptée, depuis plusieurs siècles, avaient complètement désorganisé et ruiné l'économie.

Rien de plus naturel que ces ouvriers italiens de toutes professions, de la partie méridionale de la péninsule et des îles, qui souffraient d'une détestable organisation administrative et économique et qu'accablait ainsi la misère,

se sentissent attirés par la perspective de cette mise en valeur avec tout ce qu'elle pouvait comporter pour eux de bien-être et de bonheur relatif. Les Italiens débarqués à Tunis ont contribué dès la première heure à l'œuvre de colonisation entreprise par nos compatriotes.

Modestes ouvriers ne pouvant mettre à notre disposition que la vigueur de leurs bras et de leurs énergies, l'aide qu'ils nous apportaient à l'heure où la main d'œuvre française était presque inexistante, et la main-d'œuvre indigène difficile à recruter ou incapable, fut des plus précieuses à l'expansion française et jamais les Italiens ne furent un sujet d'inquiétude pour notre domination. Tous ceux qui les approchaient et les observaient travailler, depuis les autorités militaires et civiles jusqu'aux simples particuliers, tous à l'envie appréciaient la collaboration de ces immigrants d'ordinaire mieux préparés que les Français à supporter les fatigues du labeur quotidien malgré les morsures brûlantes du soleil d'Afrique.

Les années qui ont immédiatement précédé la Grande Guerre, avec, pour l'Italie, l'annexion de la Libye, et surtout celles de la période de guerre, avec les perturbations fatales que cette dernière comporte, avec les mesures prises par le Gouvernement français en vue de parer à toute rébellion éventuelle en Tunisie avec l'entrée en guerre de l'Italie et l'insécurité de la mer, ces années ont vu le courant d'immigration italienne s'affaiblir, jusqu'à presque

disparaître. Mais il allait reprendre son cours normal au lendemain des hostilités et la signature du traité de paix ; depuis 1921 les paquebots déversent régulièrement des contingents encore appréciables d'immigrants italiens.

Proches voisins de Tunis, ils n'en sont séparés que par quelques heures de bateau, les Italiens forment, à l'heure actuelle, la partie la plus considérable de la population européenne de Tunisie.

Et, aussitôt apparaît dans toute son ampleur le problème de l'assimilation. La Tunisie serait-elle le creuset où les représentants des deux peuples latins, riverains de la Méditerranée Occidentale se mêleraient de telle façon qu'il en sortirait une nation nouvelle française de nom et de langue, ou, au contraire, chaque groupe de colons, chaque colonie, conservant jalousement son caractère, ses mœurs, ses habitudes nationales, s'efforceraient-ils de vivre isolément à côté de ses voisins européens sans se confondre avec eux ?

Bon gré, mal gré, les Italiens subissent, lentement, mais sûrement, sous l'influence efficace de causes géographiques, économiques et sociales, une transformation qu'un esprit observateur, vivant en Tunisie, ne manque pas de discerner. Ils se rapprochent de nous, ils s'adaptent à notre façon d'être, à notre manière de vivre. Les traits distinctifs de leur caractère, s'atténuent, s'affaiblissent de génération en génération.

Nous ne pensons donc pas que cette colonie italienne de Tunisie, en dépit de son importance numérique incontestable puisse être considérée comme le voudraient certains auteurs et une partie de la Presse métropolitaine et coloniale, comme un véritable danger pour l'œuvre de la colonisation française.

Observons cependant que si la forme d'administration à laquelle se trouve soumise l'Algérie est loin de favoriser et de permettre aux Italiens d'y créer des associations pouvant retarder l'évolution vers les idées françaises, au contraire le Gouvernement du Protectorat, et la nature des relations existant même à l'heure actuelle entre la Régence et l'Italie, se prêtent merveilleusement à la formation de groupements sociaux, ayant pour bases la Mutualité, le Crédit, la Prévoyance ; mais, servant, en définitive, d'une façon plus ou moins efficace à renforcer chez les immigrants le sentiment de l'« Italianite ». Ainsi donc, nécessairement, par la force des choses, les Français de Tunisie ne peuvent exercer qu'une action relativement lente sur l'élément italien.

Faire ressortir, présentement, le nombre des Italiens et leur répartition sur tout le territoire de la Régence, qu'ils soient originaires de Tunisie ou d'Italie, leur répartition par professions, le rôle qu'ils jouent sur les divers théâtres de l'activité humaine, leurs aspirations, en un mot faire ressortir toute l'importance actuelle du peuple-

ment italien en Tunisie, tel est le principal objet de cette étude au moment où des revendications irrédentistes de plus en plus arrogantes s'élèvent de différents points de la péninsule italienne.

CHAPITRE II

LES RELATIONS ENTRE LA RÉGENCE ET L'ITALIE JUSQU'A LA CONQUÊTE FRANÇAISE

Les relations commerciales entre l'Italie et la Régence aux époques Phénicienne et Romaine n'avaient pas été interrompues durant le Moyen-Age. De nombreux documents, s'ils ne peuvent donner le nombre précis d'Italiens qui y sont établis, constatent, néanmoins, la présence, à cette époque, dans les divers centres du territoire tunisien d'un certain nombre de gens de langue italienne.

On voit, notamment, de 1553 à 1741, c'est-à-dire pendant presque deux siècles une famille gênoise, les LOMELINI, installée dans le petit port de Tabarca, exploitant les bancs de corail, et pratiquant même la pêche aux anchois et à la sardine.

Mais ce n'est là qu'un cas isolé, et il va sans dire que le commerce demandant par dessus tout la régularité et la sécurité dans ses opérations se ressentit toujours au

cours des XVII^e, XVIII^e, et même d'une bonne partie du XIX^e siècle, de l'état d'insécurité dans lequel les pirates barbaresques avaient plongé la Méditerranée. L'histoire des relations des républiques italiennes avec la Régence est celle des principales puissances maritimes européennes de l'Epoque.

La piraterie, élevée presque à la hauteur d'une institution nationale, faisant vivre de son butin toute une bande d'aventuriers et d'intrépides marins n'était guère favorable à la création et à l'entretien de relations commerciales suivies entre l'Afrique et les Etats Européens. Quand elle se faisait plus menaçante qu'à l'ordinaire et que des faits graves à l'encontre des sujets et des biens européens étaient relevés, les puissances intéressées ne manquaient pas d'intervenir en envoyant quelques navires de guerre croiser devant les villes les plus importantes des côtes de Berbérie. Quelquefois, même, l'opération se terminait par un bombardement en règle des ports Algériens ou Tunisiens. Après quoi, tout rentrait dans un calme relatif, et les échanges reprenaient, non sans danger certes, car bien souvent traités de commerce et de paix ne recevaient qu'un simulacre d'exécution. L'Angleterre, la Hollande et la France furent ainsi appelées tour à tour à faire gronder le canon qui devait rappeler au Bey le respect dû à la personne et aux biens des Etrangers.

La conséquence directe de cette détestable situation fut

celle-ci : jusqu'au début du XIX^e siècle il n'y eut pas de véritables établissements d'Européens en Tunisie, à peine si l'on pouvait signaler quelques commerçants établis près de leurs Consuls, dans les « fondouks », espèces de citadelles louées au Bey, servant en même temps de lieux d'habitation pour les Européens, et de vente de leurs produits. C'est dans ces fondouks que s'enfermaient les Européens dès que naissaient des troubles ou que sévissaient les épidémies.

A l'ombre du drapeau national, et sous la haute protection des Capitulations, ces commerçants se livraient ainsi au négoce, dans des conditions rémunératrices mais périlleuses.

Les pêcheurs italiens même aux époques de relative tranquillité ne faisaient sur les côtes tunisiennes que de fugitives apparitions, pour retourner aussitôt vers les rivages beaucoup plus hospitaliers de Pantellaria et de Sicile.

Si bien que, par suite de l'insécurité de la mer et du pays tunisien, par suite des conséquences inhérentes à ce détestable état de choses, au commencement du XIX^e siècle on ne connaît pas l'importance exacte des colonies italiennes de la Régence.

La conquête de l'Algérie par la France en 1830, et la régularité nécessaire des relations de la métropole avec sa nouvelle colonie, viennent mettre un terme au fléau que

constituait la piraterie. A la faveur de ces événements, derrière les troupes françaises se glissent les mercantis de toutes nationalités, puis arrive la foule des ouvriers et des agriculteurs, qui vont se répandre en Algérie et de là, passer ensuite en Tunisie.

Napolitains et Siciliens peuvent se livrer, désormais en toute sécurité à l'exercice de la pêche et sur leurs chaloupes prennent place, bien souvent, de pauvres gens à la recherche de terres à défricher, de routes à construire, de bâtiments publics à élever. C'est ainsi qu'en 1837, au début du règne d'Ahmed bey, sur les 8.000 Européens qui se trouvent dans la Régence, les Italiens en constituent la plus notable partie.

La conquête de l'Algérie avec ses nombreuses conséquences, entre autres, l'obligation pour le souverain de Tunis d'avoir un territoire mieux policé, la sécurité jusque-là inconnue de la Méditerranée ont donc donné une impulsion toute nouvelle au mouvement d'immigration italienne en Tunisie.

En 1849 les Italiens paraissent occuper le premier rang, à tel point que certaines localités comme La Goulette sont plus italiennes qu'arabes. Parmi les fonctionnaires, dans les cafés, dans les tavernes, dans les bureaux, dans les corps de garde, partout résonne la langue italienne.

M. J. H. Dunant qui fit un voyage dans la Régence en

1856 attribue aux Italiens dans le tableau des naissances, des mariages et des décès, les chiffres suivants :

<i>Origines</i>	<i>Naissances</i>	<i>Décès</i>	<i>Mariages</i>
Napolitains	66	80	9
Toscans	7		
Sardes	24	24	11
Lombards	4		
	101	104	20

Se basant sur le nombre des décès, il fixe le nombre des Italiens dans la Régence à 4.200, les Siciliens formant la majorité.

L'Unité italienne fait date. Les rapports diplomatiques entretenus avec la Tunisie seront plus suivis. L'immigration bénéficie de cette plus grande stabilité dans les relations et les nombreux travaux d'art entrepris par les beys ne manquent pas d'occuper une assez nombreuse main-d'œuvre : le bey Ahmed, retour de France, se fait construire un fastueux palais (La Mohammedia), un arsenal de premier ordre à Porto-Farina, des routes allant de Tunis vers l'intérieur. C'est ainsi que la population italienne de La Goulette, de 1834 à 1865, avait quadruplé. Cet accroissement s'explique par la raison précitée, et aussi par le fait que la manutention des marchandises à destination de Tunis et de l'intérieur avait lieu dans ce port.

Mais partout ailleurs, la colonisation restait à peu près stationnaire et avait un caractère nettement commercial ; les travaux publics y étaient rares, l'agriculture aux mains des indigènes. L'insécurité de la propriété ne permettait d'ailleurs pas aux Italiens d'acheter des terres. Le droit de posséder des biens immobiliers ne leur sera reconnu que par le traité de 1868.

En 1866, à côté de nombreux marins italiens de La Goulette on trouve aussi quelques ouvriers maçons de la même nationalité. Une cinquantaine d'Italiens étaient, également, employés comme pilotes sur les bateaux de guerre du bey ou comme mécaniciens dans l'arsenal, et recevaient des salaires assez rémunérateurs. Mais, enfin, on peut dire que l'emploi de la main-d'œuvre européenne reste encore exceptionnel dans le beylik où la sécurité est encore loin d'être parfaite et où les conditions économiques sont plutôt mauvaises.

Les réformes mal conçues, hâtivement préparées et appliquées par les beys Ahmed et Mohammed et le mécontentement qu'elles suscitèrent à la fois chez les indigènes et les européens, les emprunts auxquels elles donnèrent lieu, les prodigalités du bey Sadokk, amenèrent Anglais, Français et Italiens à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Tunisie. 1869 marque la naissance de la « Commission financière » et la fin de l'indépendance tunisienne. Le Gouvernement tunisien avait donné toute la mesure de

son incapacité et de sa faiblesse : sans un appui étranger, il était impuissant à gouverner. La Turquie, chère au ministre Khereddine étant écartée du conflit, les puissances chrétiennes se refusant à reconnaître le prétendu droit de suzeraineté du Sultan sur la Tunisie, des influences françaises, anglaises et italiennes qui se contrecarraient, laquelle allait l'emporter ?

L'Angleterre avait cherché à prédominer par son agent M^e Wood. Mais, en 1878, au Congrès de Berlin, réuni pour donner un statut territorial à l'Afrique, Lord Salisbury fait savoir à la France que le gouvernement anglais n'a aucune prétention à faire valoir et à opposer à l'extension de l'influence française en Tunisie.

La France qui sortait meurtrie de la guerre de 1870 et craignait ne pas avoir l'assentiment de l'opinion publique française hésita à se lancer dans une expédition militaire, mais ne négligea pas de préparer le terrain.

Un véritable duel fait d'intrigues s'engage entre les deux consuls italien et français : les démêlés Maccio-Roustan sont demeurés célèbres. M. Maccio essaya d'abord, sans succès il est vrai, de nous enlever le monopole des télégraphes que nous avions obtenu en 1861.

Il eut plus de chance dans l'affaire du Chemin de fer de Tunis à La Goulette. La Compagnie italienne Rubattino qui fit des offres exagérées l'emporta pour 165.000 livres sur la Compagnie française Bône-Guelma.

L'immigration italienne augmente dans des proportions appréciables surtout entre 1871 et 1880, c'est-à-dire pendant la période où s'exécutent les travaux de la ligne de la Medjerda et du petit chemin de fer de Tunis à La Goulette et à la Marsa. Ce sont surtout les Siciliens qui formèrent sur ces points les gros bataillons de travailleurs.

Un rapport adressé à Rome par les autorités consulaires en 1871, après une tentative de recensement, signale 5.890 Italiens en Tunisie. Il y a lieu de retenir ici que les réfractaires ne figuraient pas sur le registre de l'agent diplomatique. On peut, sans exagération aucune, estimer à 7 ou 8.000 le nombre des Italiens en Tunisie à cette date.

Ce qu'il faut surtout signaler, c'est que les commerçants et les industriels forment à la veille de la conquête française le groupe le plus ancien de la colonie italienne. Les registres de l'état-civil du consulat d'Italie relatifs à la période 1863-1880 contiennent, surtout, des noms de commerçants et parmi ces commerçants un grand nombre d'israélites livournais.

Avec la colonisation française, avec l'établissement du protectorat, c'est l'inverse qui va se produire : les ouvriers et les paysans italiens vont constituer la partie la plus importante du courant d'immigration.

CHAPITRE III

L'INFLUENCE DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE SUR L'IMMIGRATION ITALIENNE

La conquête française en amenant l'établissement de notre protectorat sur la Régence de Tunis modifie l'ensemble des conditions politiques, économiques et sociales auxquelles était soumis, depuis l'occupation turque, le coin de terre où grandit l'antique Carthage.

La conséquence immédiate de la conquête fut un accroissement considérable de l'immigration italienne. De longues théories de Napolitains, de Siciliens prirent place à bord des navires de la Compagnie Florio-Rubattino et vinrent demander à la France de leur assurer une existence meilleure, en leur permettant de collaborer à l'exécution des travaux dont déjà on dressait le programme, défrichement des terres que le Gouvernement allait ouvrir à la colonisation, construction de voies ferrées permettant l'exploitation du sol et du sous-sol. Si, en 1881, on compte à peine 220 km de chemins de fer, ce nombre va s'accroître rapidement en peu d'années, grâce à de nombreuses cons-

tructions ; la C^{ie} Bône-Guelma construit, au lendemain de la conquête, deux embranchements, l'un du Pont de Trajan à Bèjà, l'autre de Tunis à Hamman-Lif. En 1894, on assiste à la construction d'un deuxième réseau et vers la même époque s'élance vers le sud-ouest la ligne Sfax-Gafsa-Metlaoui. Si bien qu'en tenant compte du tronçon de 34 kilomètres acheté à la Compagnie Rubattino (Tunis-La Goulette-Marsa-Bardo), la Compagnie française de Bône-Guelma avait, au début du XX^e siècle, 1.157 kilomètres de chemins de fer, dont 357 étaient à voie large. Ces lignes n'ont fait que se développer et en 1930 la Régence comptait 2.100 kilomètres de chemins de fer en exploitation.

Avec la conquête française, c'est aussi la construction des routes permettant aux marchandises d'arriver aux gares d'embarquement et facilitant l'exploitation des domaines ruraux. Au 1^{er} janvier 1930, il y avait, en Tunisie, pour plus de 4.000 kms de routes dites de grand parcours ou de moyenne communication, 900 kms de routes vicinales, 400 kms de routes de colonisation, et quelques routes communales construites aux frais de la Direction de l'Agriculture et des Communes. L'effort se poursuit et le réseau routier de la Régence se développe chaque année.

C'est aussi parallèlement à la construction des voies ferrées et des routes, l'aménagement et la construction de ports. Dès 1886 une Compagnie aménage, et exploite le port de Bizerte. A partir de 1894 ceux de Tunis, Sousse

et Sfax sont aménagés. Dix-huit ports secondaires sont construits.

Il fallait aussi pour l'alimentation des villes en eau potable et pour obvier aux conséquences néfastes aux campagnes d'une sécheresse trop prolongée, procéder à d'importants travaux hydrauliques (aménagement des points d'eau, construction de barrages sur les oueds).

Il fallait, enfin, construire des édifices de toutes sortes : casernes, écoles, locaux pour les divers services administratifs, habitations pour particuliers, etc..., etc..., tout ce que la mise en valeur exige dans un pays complètement ruiné par les diverses dominations étrangères qui se sont succédé.

Pendant quelques années la fièvre des constructions a battu son plein à Tunis. Le nombre des maçons s'est accru au point que l'offre était parfois supérieure à la demande.

A mesure que la situation politique, administrative et économique de la Tunisie paraîtra offrir à la colonisation de nouvelles chances de succès, on verra les Italiens accourir de plus en plus nombreux. Si, en 1881, ils ne sont guère que 11.606, d'après le recensement que fit exécuter le consul d'Italie à Tunis, par ordre de son gouvernement, la statistique générale de la Tunisie établie par les soins de la Direction des Renseignements et Contrôles Civils accuse, pour l'année 1890, la présence de 21.000 Italiens (donc

une augmentation de 10.000 unités en moins de 10 ans) et 55.000 en 1896.

On avait bien songé à faire appel aux indigènes musulmans de la Régence, mais il fallut y renoncer, car ils ne se prêtaient guère à des travaux de défrichement et de terrassement. Les Tunisiens ne pouvaient pas davantage être utilisés comme maçons car leur système de construction et d'assemblage diffère essentiellement du nôtre. Même ceux d'entre eux qui étaient adonnés aux travaux du fer et du bois avaient tout à apprendre. Les Italiens se trouvèrent donc là fort à propos.

Parmi les Français habitant la Tunisie, au début de la conquête, ils étaient 708 à peine, il n'y avait pas, non plus, assez de professionnels. On ne pouvait pas essayer d'attirer l'ouvrier français par un haut salaire, le budget tunisien étant grevé de lourdes charges. Enfin, il faut ajouter que certains travaux auraient été impossibles à nos compatriotes sous le soleil brûlant d'Afrique. Pendant des journées entières, lors de la construction de l'arsenal de Ferryville, on a vu des ouvriers italiens séjourner dans une eau boueuse et fétide où ils contractaient souvent le germe du paludisme. Sans crainte de la fièvre et des intempéries, ils vont indifféremment du Nord au Sud, dans les forêts de Khroumirie, ou dans le désert de Metlaoui. Logés dans de modestes abris, ils se contentent d'une nourriture plus que sobre, faite le plus souvent de quelques

pâtes et d'herbes ramassées autour du chantier dans les moments de loisir.

Partout l'ouvrier italien, sobre, travailleur, peu exigeant, a trouvé l'accueil le plus sympathique, et le mieux-être qu'il avait escompté. Et il n'est pas téméraire de dire que sans leur précieuse collaboration le gouvernement français n'aurait pu exécuter le vaste programme de travaux publics entrepris dans la Régence.

Certes, le grand mobile qui poussait l'Italien à s'expatrier, c'était la douce perspective d'une existence moins pénible que dans la péninsule, mais aussi contribuèrent à son départ l'ignorance et la méconnaissance des fatigues qui l'attendaient à l'arrivée ; peut-être, aussi, la croyance générale et stupide qu'il suffit d'aller au loin pour faire fortune, les réclames et les artifices des agents d'émigration.

Ainsi se trouva résolu sans aucune difficulté en Tunisie le problème de la main-d'œuvre qui, dans la plupart de nos colonies est un obstacle des plus sérieux au progrès. On sait les difficultés auxquelles se sont heurtés et se heurtent encore le gouvernement français et le gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française, dans la construction du chemin de fer Brazzaville-Pointe Noire. L'aménagement qui se poursuit à l'heure actuelle du Niger Moyen en terre à coton pose également le même délicat problème de la main-d'œuvre aux autorités publiques françaises.

Tous les émigrants italiens venus en Tunisie ne s'y fixaient pas, et déjà dans les premières années du protectorat se rencontrent à côté des immigrants permanents des ouvriers qui ne font leur apparition qu'au moment des grands travaux : taille de la vigne, moisson, vendange, passant seulement chez le propriétaire le temps nécessaire à l'accomplissement de la besogne pour laquelle ils ont été mandés.

Si les premiers, fixés dans la Régence, et selon l'habitude sicilienne, passent la semaine au domaine, et reviennent retrouver leurs familles le samedi soir pour les quitter de nouveau le lundi matin, les seconds, au contraire, une fois leur besogne accomplie s'en retournent au pays sicilien, ou dans les Calabres ; c'est la vie que mènent les ouvriers forestiers employés au décortilage du chêne-liège et à l'abatage du chêne-zeen.

Pourquoi l'ouvrier italien supplantait-il l'ouvrier français ? Utile auxiliaire de la colonisation, il était d'ordinaire plus expérimenté ; on pouvait davantage compter sur lui. Plus rangé, moins dissipateur et moins ivrogne, il supportait mieux les chaleurs du jour, travaillait sans mollesse, allait rarement à l'hôpital. On pouvait donc compter sur lui dans les travaux pénibles et de longue haleine.

Dans les milieux français, on s'est quelque peu inquiété de ce formidable accroissement de la main-d'œuvre italienne et des esprits apeurés sont allés jusqu'à parler

d'un véritable danger que faisait courir à notre œuvre de colonisation cette colonie italienne de Tunisie nombreuse et prolifique. La Conférence consultative, la presse de la Métropole et du protectorat, les Chambres de commerce et d'agriculture ont ainsi émis une série de vœux tendant à restreindre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et à favoriser la venue des ouvriers français.

Le système des primes instauré en vue de réaliser ces desiderata se montra, en dépit de tous les espoirs qu'on avait fondés sur lui, totalement impuissant : la prime allouée à l'entrepreneur par tête d'ouvrier français employé était trop faible, et les nombreux avantages de la main-d'œuvre italienne firent que, malgré tout, l'administration comme les simples particuliers continuèrent à faire appel à son précieux concours.

Les événements de 1881 par les transformations diverses qu'ils ont apportées dans la Régence ont donc, indéniablement, accéléré, stimulé, le courant d'immigration italienne. De quelques milliers qu'ils étaient à cette date, ils atteignent en moins de dix ans un nombre impressionnant qui ira sans cesse en augmentant.

Quelles sont les raisons fortes, impérieuses, qui poussent, voici plus d'un demi-siècle, les travailleurs de Sicile, de la Calabre, de la Campanie, et de la Sardaigne, vers les terres hospitalières de la Tunisie ?

PREMIÈRE PARTIE

Les causes et les formes de l'émigration italienne

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES

A côté des nombreuses causes occasionnelles qui ont, quelquefois, provoqué l'exode des Italiens vers la Tunisie, il en est d'autres que l'on peut qualifier de permanentes, et qui dominent les premières. C'est, d'abord, la mauvaise organisation économique de l'Italie méridionale, c'est, ensuite, l'augmentation continue de la population, et, aussi, sa mauvaise répartition territoriale ; c'est, enfin, la presque identité de climat entre l'Italie méridionale et la Tunisie, et l'attrait sur les populations italiennes des nombreuses richesses à exploiter.

Quand on jette les yeux sur les tableaux publiés par la Direction Générale de la statistique, on voit que : dans

les provinces italiennes les plus aisées, Vénitie, Emilie, Toscane, Piémont, Lombardie, l'émigration est faible et temporaire, quelquefois même inexistante ; au contraire, dans la Basilicate, les Calabres, les Abruzzes, la Campagne, et, surtout, la Sicile et la Sardaigne, l'émigration est forte et permanente. C'est cette partie méridionale de l'Italie qui fournit à la Tunisie la presque totalité des immigrants de langue italienne. Le recensement de 1926 accuse un total de 1915 immigrants originaires des provinces septentrionales de l'Italie, contre 36.906 originaires des Provinces méridionales. Par ordre d'importance viennent : la Sicile, la Sardaigne, la petite Ile de Pantellaria, les Provinces Napolitaines.

D'où vient donc que ces dernières provinces fournissent un si fort contingent à l'émigration ? Quelles sont les causes profondes qui poussent tout ce peuple de travailleurs de toutes professions à s'expatrier ?

Le mal a sa source d'abord dans une déplorable organisation foncière de l'Italie méridionale.

La propriété n'a pas connu dans ces provinces du midi de l'Italie cette division que vint lui apporter en France la Révolution de 1789 et nos lois successorales. Si, chez nous, la petite propriété rurale domine, chez nos voisins du Sud de l'Italie au contraire, la terre se trouve divisée en un petit nombre de grands domaines, les « Latifondi », ex-fiefs s'étendant sur plusieurs centaines, et, quelquefois,

sur plusieurs milliers d'hectares d'un seul tenant. Aussi, n'est-il pas rare de rencontrer, dans les provinces de Palerme, de Trapani, de Girgenti, un possesseur d'une étendue de terre allant jusqu'à 2.000 hectares. Les deux tiers de la Calabre sont entre les mains d'une vingtaine de barons.

Ces propriétaires de grands domaines cultivent peu ou mal la terre, ne s'en tiennent qu'aux anciennes méthodes de culture, hésitent à risquer de gros capitaux et se contentent le plus souvent du revenu que leur valent des frais réduits au strict minimum. Souvent, ils s'en remettent à des fermiers du soin de l'exploitation, trouvant qu'il est trop pénible pour eux de diriger et de surveiller, ou, encore, se contentent de laisser errer leurs nombreux troupeaux sur leur « tenue ». Il n'est pas rare de les rencontrer quelle que soit l'époque de l'année, confortablement installés à la ville, quand ils ne villégiaturent pas à Rome, à Paris, ou en Suisse. L'absentéisme est un véritable fléau dans l'Italie méridionale.

Existence déplorable de trop grands domaines à revenus dérisoires à cause de l'absentéisme, mais aussi là où il existe, travail routinier et une certaine passivité devant tout ce que le progrès a pu apporter de méthode d'exploitation et de culture. Issu du mélange de races diverses que les caprices de la destinée jetèrent sur une terre offerte en proie à tous les conquérants, l'homme du Midi italien

semble avoir gardé comme trait principal de caractère la résignation fataliste de ses anciens maîtres arabes.

De telles méthodes d'exploitation de la terre ne peuvent donner, forcément, qu'un faible rendement. En Sicile, la culture extensive, les labours peu profonds et la faible fumure ne donnaient et ne donnent encore aux céréalistes qu'un rendement dérisoire à l'hectare.

Aussi le travailleur qui ne disposait que de ses bras, le « bracciante », n'avait-il, et ceci jusqu'à la grande guerre, qu'un maigre salaire, et partant menait une vie de misère. Parfois même, ce malheureux ne trouvait pas de travail. Même, depuis la guerre, le salaire du « bracciante » est resté faible ; le salaire de l'ouvrier agricole le mieux payé ne dépasse pas 20 francs par jour.

Quant au petit cultivateur, que le faible rendement de son travail lui permettait tout juste de vivre modestement, il a vu, dans le dernier quart du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e, ses produits se vendre de plus en plus péniblement, et à des prix de plus en plus bas, par suite de la concurrence étrangère. C'est la mévente des céréales devant le flot américain, russe et roumain. C'est, aussi, la diminution de la production vinicole due aux désastres provoqués dans les vignobles par le phylloxera, et la fermeture du marché extérieur à laquelle devait donner lieu la politique protectionniste Crispinienne. Les vigneronns de la Sicile, de la Campanie et des Capita-

nate sont complètement ruinés. Les agrumes perdent le marché américain. L'olivier ne nourrit plus son homme depuis qu'il est ravagé par la « moscalearia » qui fait pourrir et tomber le fruit avant qu'il soit venu à maturité. La culture du coton se meurt. L'industrie du soufre est aussi durement éprouvée par l'augmentation de la production, la concurrence des pyrites et surtout la spéculation.

Le fléchissement du prix des produits du sol a amené le petit cultivateur ruiné et qui avait à faire face parfois à des obligations lourdes, à contracter des emprunts, emprunts qui en l'absence de grands établissements de crédit agricole, devaient engendrer et entretenir l'usure. L'usure comme l'absentéisme a été un véritable fléau dans l'Italie méridionale. A Troïna, en Sicile, au cours d'une enquête officielle faite dans les premières années du XX^e siècle, il fut établi que les propriétaires prêtaient à leurs fermiers au taux de 80 %, si bien que ces derniers ne pouvant se libérer étaient appelés à rester sous la dépendance financière du maître. En 1900, le « Corriere della Sera » a donné des détails effrayants sur les prêts consentis aux paysans par des usuriers des Pouilles.

A la mauvaise organisation foncière de l'Italie méridionale et les crises économiques qui étaient l'inéluctable conséquence venait s'ajouter une formidable augmentation de la population dans certaines provinces, et notamment en Sicile.

Pays essentiellement agricole où l'exploitation des mines de soufre n'occupe qu'un nombre restreint d'ouvriers, la Sicile ne peut prétendre retenir sur son sol des foules aussi compactes que celles des provinces de la vallée du Pô.

Le pays est-il vraiment impuissant à les nourrir ? Des appréciations très différentes, parfois contradictoires, ont été formulées sur la valeur de la Sicile et de l'Italie méridionale, en général, comme terres nourricières d'hommes. M. Nitti, professeur à l'Université de Naples, ne cesse de répéter que ces terres sont naturellement pauvres et que l'émigration doit être considérée comme une véritable ressource pour les habitants (1). Le géographe, Elisée Reclus, au contraire, paraît penser différemment, car il dit de la Sicile : « Peu de régions en Europe semblent mieux placées pour nourrir dans l'aisance un nombre considérable d'habitants » (2). Il ne trouve pas que les autres provinces de l'Ancien Royaume soient peu favorisées de la nature. Ce serait donc l'homme qui se serait ingénié à transformer ces terres privilégiées en un enfer où il est aujourd'hui condamné à la plus misérable existence.

Augmentation considérable et incessante de la population, mais aussi mauvaise répartition. Quand on jette

(1) NITTI : Nord et Sud, p. 190.

(2) ELISÉE RECLUS : Nouvelle Géographie Universelle T. I., p. 564.

les yeux sur une carte de la Sicile on est frappé par l'existence de grosses bourgades échelonnées le long de la côte de la Méditerranée, sur la « Marina », ou bien éparses dans l'intérieur et séparées les unes des autres par d'énormes distances. Il en est de même en Basilicate avec cette différence néanmoins que les rivages eux-mêmes restent par endroits déserts à cause des moustiques et de la malaria. Toute la population vit dans les cités ; la population rurale est donc faible. La concentration dans les villes est moins grande en Calabre et en Campanie, mais, là encore, on ne trouve pas de hameaux et de fermes isolées.

Les bourgades de l'Italie méridionale sont de véritables cités où le paysan se retire quand il a terminé sa journée, d'où il repart ensuite pour une nouvelle période de travaux. Là donc tout « contadino » est « cittadino », pour le plus grand dommage des progrès économiques et sociaux.

On ne rencontre le véritable rural que sur quelques points autour de l'Etna, autour de Palerme, dans les environs de Naples.

Ainsi donc augmentation continue du nombre des habitants, groupement de la population dans un petit nombre de centres et mauvaise répartition de ces derniers.

Chose curieuse, on ne trouve pas dans l'Italie méridionale un effort tenté pour proportionner la production à l'accroissement de la population.

Ces causes jointes aux premières et au fait que, quelquefois, des petits propriétaires étaient expulsés de leurs terres parce qu'incapables de payer la cote d'impôt, ne pouvaient engendrer que misère, et c'est la misère qui, dans l'Italie méridionale, créa le brigandage. Avec la multiplication des moyens de communication, le brigandage ira en s'atténuant pour laisser la place à l'émigration libératrice de l'individu. Comme le dit si bien Elisée Reclus : « Le mouvement d'émigration est devenu un dérivatif aux anciennes mœurs du brigandage » (1).

De toutes parts montent des cris d'angoisse et se font entendre des réclamations violentes. Les enquêtes succèdent aux enquêtes sans que, pour cela, la situation s'améliore. De longues files de prolétaires se dirigent vers Naples et Palerme, où les attend le paquebot qui doit les délivrer de tant de misère.

La Tunisie, par sa situation géographique, les ressources nombreuses et variées, et, surtout, par son climat, devait attirer vers elle le flot le plus important de cette émigration.

Paysans des Calabres, de Basilicate, des Pouilles de Sicile, et de Sardaigne, habitués à une température dont la moyenne annuelle est comprise entre 16 et 18 degrés, avec des différences entre l'hiver et l'été qui n'excèdent

(1) ELISÉE RECLUS : Nouvelle Géographie Universelle T. I., p. 540.

pas 14 degrés, sont soumis en Tunisie à des variations thermométriques sensiblement égales à celles qu'ils subissent au pays natal. La température moyenne annuelle est de 21°,7 à Tozeur, dans l'extrême sud tunisien et les écarts de température sont à peu près de :

- 11° à Tabarca ;
- 15° — 7 à Zaghouan ;
- 16° — 7 à Gabès ;
- 22° — 8 à Tozeur.

Ce n'est qu'exceptionnellement que le thermomètre monte jusqu'à 50° à Tunis (cela arrive quand souffle le sirocco).

Les Italiens trouvent entre Tunis et Gabès toute la gamme des climats méditerranéens et ne se préoccupent pas de la température qu'ils auront à subir dans leur nouvelle résidence. Ils savent, en outre, que la périodicité des saisons est la même en Tunisie qu'en Italie méridionale : une saison sèche succédant à une saison pluvieuse. La Capitanate et la Sardaigne sont maigrement arrosées ; il y a sécheresse pendant presque tout l'été en Sicile et les provinces de Catane et de Syracuse ne sont pas mieux arrosées que le Sahel de Sousse ou de Sfax.

On trouve en Tunisie les fruits et les légumes du midi italien, les orangers comme en Sicile, les oliviers comme dans les Pouilles.

L'Italien donc s'y acclimata très vite, y fait large souche et si, quelquefois, il y contracte certaines maladies il convient de dire que celles-ci proviennent, non du climat, mais de l'état sanitaire médiocre de la population indigène, sur qui pèse le lourd héritage de longs siècles de misère.

Si l'on tient compte en outre de la faible distance qui sépare l'Italie méridionale de la Tunisie (il y a moins loin de Palerme à Tunis que de Palerme à Naples), des faibles frais de transport, on comprend aisément que l'Italien ait quitté et quitte encore facilement son pays pour cette terre d'Afrique où l'acquisition de la propriété y est plus facile, les salaires plus élevés, la superficie plus grande, et plus grande aussi la liberté individuelle.

Organisation économique déplorable avec tout le cortège des maux auxquels elle donne lieu fatalement tôt ou tard, augmentation considérable et continue de la population et mauvaise répartition, différence de climats entre les deux pays presque nulle, telles sont les trois raisons qui sont à la base de l'immigration italienne en Tunisie.

Maintenant que l'on connaît les raisons qui ont présidé à la naissance de cette importante colonie italienne de Tunisie, il importe d'en connaître le développement et la composition.

CHAPITRE II

LES FORMES DE L'ÉMIGRATION

Les statistiques relatives au dénombrement de la population civile européenne dans la régence, établies par la Direction Générale de l'Agriculture et du Commerce, donnent, en ce qui concerne les Italiens et les Français pour la période qui va de 1881 à 1926, les chiffres suivants :

<i>Années</i>	<i>Nationalité</i>		
	Italiens	Français	Européens de la Régence
1881	11.206	708	18.914
1886	16.763	3.500	29.263
1891	21.016	9.973	42.695
1896	55.572	16.207	82.028
1901	71.600	24.201	111.101
1906	81.156	34.610	128.895
1911	88.022	46.044	148.476
1921	84.799	54.476	156.115
1926	89.216	71.020	173.281

Dans les 5 années qui vont de 1881 à 1886, les Italiens augmentent de 1.000 unités environ par an ; les Français d'un peu plus de 550. Par contre, l'augmentation de la population française se fait plus forte, jusqu'à dépasser l'augmentation italienne entre les années 1901 et 1906, 1906 et 1911. Entre les années 1911 et 1921, la population italienne non seulement n'augmente plus, mais elle diminue de plus de 3.000 unités.

L'année 1912 en effet, par l'annexion de la Libye à l'Italie, fait date dans l'histoire coloniale italienne.

Cette terre d'Afrique peu favorisée de la nature, que recouvre un immense désert, ne manqua pas, cependant, d'attirer vers elle le flot de l'émigration italienne. Le Gouvernement de Rome fit, il est vrai, de louables efforts, pour créer là où une mise en valeur pouvait être tentée, de petits centres de colonisation.

Nous assistons, ainsi, à partir de 1911 à une véritable déviation du courant d'émigration vers la Libye et la Tripolitaine. Cette déviation se fait d'autant plus facilement que les grands travaux entrepris en Tunisie sont à cette date pour la plupart terminés ou sur le point de l'être.

Mieux encore, des agriculteurs et des ouvriers installés dans notre protectorat voyant nos offres de travail se faire de plus en plus rares, passent la frontière dans l'espoir de trouver dans ce pays neuf, dans cette colonie nouvelle, de meilleures conditions d'existence puisqu'italienne. Ce fut

le cas de nombreux « braccianti », pauvres gens vivant au jour le jour, toujours à la recherche d'un travail rémunérateur et de longue haleine.

Ainsi, en définitive, s'est établi un double courant : Italie-Lybie — Tunisie-Lybie.

Le recensement de 1911 accuse, en effet, une population italienne de 88.082 contre 46.044 Français, les premiers en augmentation de 7.000 seulement sur les chiffres donnés en 1906, les seconds au contraire augmentent de 12.000 unités dans le même laps de temps.

L'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale en 1915 eut pour conséquence immédiate l'arrêt brusque et total de l'immigration italienne en Tunisie. De 1915 à 1919, non seulement le courant d'immigration se trouva tari, mais c'est le phénomène inverse du précédent qui se produisit : un grand nombre d'Italiens quittèrent la Régence pour aller défendre le sol de la Patrie en danger. On assista également à l'exode de nombreuses familles italiennes privées de leurs chefs, à une restriction fatale des naissances et à une plus forte mortalité.

C'est ainsi qu'en 1921 nous n'avons que 84.799 Italiens et non seulement leur nombre n'a pas augmenté mais il a diminué de plus de 3.000 unités sur celui de 1911. Les Français dans le même laps de temps augmentent par contre de 8.000 unités.

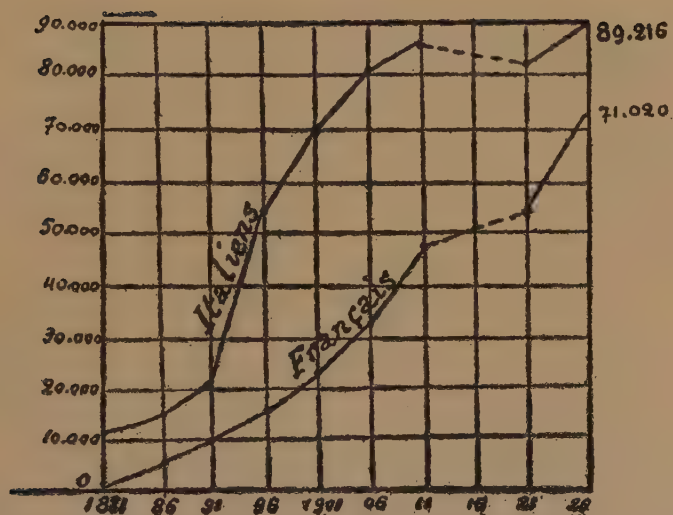
L'arrivée au pouvoir de M. Mussolini et l'instaura-

tion du régime fasciste avec un vaste programme de résurrection nationale marque la fin de l'émigration italienne. Désormais le travailleur italien à quelque profession qu'il appartienne devra collaborer à l'œuvre de reconstruction que le chef du Gouvernement entreprend. Qui veut partir à tout prix, ira féconder de son énergie et de son labeur les rudes terres de l'Italie d'outre-mer : la Libye, l'Erythrée, la Somalie. Les bras italiens ne devront plus travailler pour l'étranger, mais profiter à la grandeur et à la prospérité italiennes.

Si le recensement de 1926 donne, en dépit des événements, une population de 89.216 Italiens en augmentation de 5.000 unités environ sur celle de 1921, cette augmentation n'est pas due à l'adjonction à la colonie italienne de nouveaux émigrants, mais provient uniquement du nombre élevé des naissances. L'élément italien s'est, en outre, affaibli durant cette même période d'un important contingent de naturalisés.

De ces premières constatations il résulte que, depuis 1911, la population italienne de Tunisie est restée à peu près stationnaire, tandis que la population française s'est accrue de 25.000 unités.

Deux courbes représentatives du mouvement des populations italienne et française de Tunisie auraient à peu près l'allure suivante :



Il est parfois intéressant de se rendre compte comment la population se répartit par sexe.

En 1900, sur 67.420 Italiens, on trouvait, en Tunisie, les enfants compris :

43.310 Italiens de sexe masculin ;

24.110 Italiens de sexe féminin.

En examinant ces chiffres on est aussitôt frappé par l'existence d'une certaine disproportion entre le nombre des hommes et celui des femmes.

C'est là un fait assez général dans les colonies et il

s'explique par cette considération qu'un grand nombre d'hommes émigrent tout d'abord et c'est seulement plus tard, quand ils se sont créé une position, qu'ils sont rejoints par leurs femmes et leurs familles. Cela est si vrai qu'en 1926 la colonisation ayant progressé et les situations des individus ayant acquis une plus grande stabilité, on arrive à un certain équilibre. On a, en effet :

44.983 Italiens de sexe masculin ;

44.233 Italiens de sexe féminin.

Au point de vue de la religion les Italiens se divisent en deux groupes d'inégale importance : les catholiques formant la majorité, les israélites, la plupart livournais, ne constituant qu'une infime minorité.

La Tunisie étant un pays essentiellement agricole et minier, il va de soi que les agriculteurs et les ouvriers forment le plus fort contingent de la colonie italienne. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les commerçants, les entrepreneurs et les agents de transports, et, enfin, ceux qui exercent une profession libérale. Les agriculteurs, les industriels et les commerçants constituent donc le gros de la population italienne.

Il serait complètement erroné de croire que les 89.216 Italiens de Tunisie qu'accuse le recensement de 1926, sont tous de vrais Italiens nés dans la péninsule ou dans les îles et venus en Tunisie depuis quelques années seulement. Beaucoup sont les descendants d'Italiens fixés en Tuni-

sie, avant la conquête française, ou dans les premières années de notre installation. Et, en effet, il se trouve que sur ces 89.216 Italiens, 38.821 seulement sont originaires d'Italie, les autres sont nés en Afrique et sont beaucoup plus tunisiens qu'italiens. Plus de 56 % de la colonie italienne sont donc nés en Tunisie.

Sur les 38.821 Italiens originaires de l'Italie, la Sicile vient au premier rang avec 29.860, puis la Sardaigne avec 3.488, la petite île de Pantellaria avec 2.319 et l'Italie continentale avec seulement 3.154 (les provinces méridionales de la péninsule fournissant le plus fort contingent). Ces 38.821 Italiens nés en Europe sont presque tous des insulaires, siciliens pour la plupart (77 %).

Le dernier recensement fait nettement ressortir l'inégale répartition des Italiens sur le territoire de la Régence. On les voit plus nombreux que les Français et formant la majorité de la population européenne dans les circonscriptions de :

GROMBALIA. — 3.379 c/ 1.416 Français, soit 71 % de la population européenne.

LE KEF. — 3.909 c/ 1.642 Français, soit 68 % de la population européenne.

TUNIS. — 58.780 c/ 37.148 Français, soit 56 % de la population européenne.

BEJA. — 1.458 c/ 1.266 Français, soit 52 % de la population européenne.

ZAGHOUAN. — 1.727 c/ 1.420 Français, soit 52 % de la population européenne.

Par contre, dans les 14 autres circonscriptions administratives et les territoires militaires, ils sont en minorité. Sur les 16 villes comptant plus de 1.000 habitants européens, 7 sont en majorité italienne, Tunis, seule, renferme 44.076 Italiens contre seulement 27.922 Français.

Il résulte de cette étude que les Italiens se trouvent surtout à Tunis, et dans les plaines qui s'étendent aux alentours jusqu'au delà de Zaghouan, le Cap Bon, la région agricole de Béjà et la circonscription minière du Kef.

Après avoir montré l'importance numérique de la colonie italienne depuis 1881 jusqu'à 1926, analysé sa composition et vu sa répartition territoriale, il convient de faire ressortir le rôle qu'elle joue dans l'économie de la Régence.

DEUXIÈME PARTIE

Les effets de l'émigration

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

§ 1. — *Les Agriculteurs.*

« Près de Sousse, il existe quelques vignobles peu importants appartenant à des Italiens ou des Maltais, contenant ensemble 6 ou 7 hectares assez mal entretenus. C'est à peu près tout ce que possèdent les étrangers en Tunisie, comme propriétés rurales ». Ainsi parlait Lanessan en 1887 dans son livre « La Tunisie ». Lanessan s'étonnait que les Italiens déjà nombreux à cette époque n'eussent encore fait l'acquisition d'aucune propriété rurale importante. C'était d'après lui une faute grave car l'on ne peut prendre racine dans un pays que si l'on dirige,

si l'on fait converger tous ses efforts vers la possession de la terre. « Or nul ne contestera, ajoutait-il, que l'Italie et les Italiens aient eu sur la Tunisie des convoitises ardentés, justifiées, il faut le reconnaître, par le voisinage des deux pays et l'ancienneté de leurs relations. Faut-il attribuer la faute que je viens de signaler à l'ignorance et à la négligence ou au manque de capitaux ? Je n'oserai me prononcer d'une manière absolue mais je suis convaincu que la troisième raison est celle qui a joué le plus grand rôle dans leur conduite, conduite si préjudiciable à leurs intérêts et à leurs ambitions. Ce qui prouve bien qu'ils n'ignoraient pas l'importance de l'acquisition des terres, c'est qu'ils firent des efforts inouïs pour entraver les acquisitions françaises (affaire de l'Enfida). Mais pour faire des opérations agricoles de quelque étendue, il faut des capitaux considérables qui faisaient défaut aux colons italiens de Tunisie... Je suis porté à croire que si l'Italie s'est laissée devancer en Tunisie par les Français c'est parce que ses colons et son gouvernement n'ont pas su ou n'ont pas pu faire les sacrifices pécuniaires nécessaires dans les entreprises de ce genre... Il faut beaucoup d'argent pour coloniser ».

Jusqu'en 1887, donc, les Italiens de Tunisie se bornent à faire du commerce et les nombreux agriculteurs qui composent la colonie italienne se contentent d'être les auxiliaires précieux des propriétaires français. Ils ne

pouvaient pas prétendre à plus n'ayant pas de capitaux et le principe de la gratuité de la terre étant inconnu en Tunisie. Ainsi donc, le pauvre Sicilien ne disposant que de ses bras semblait condamné à ne pouvoir jamais entreprendre pour son propre compte une opération agricole de quelque importance, et à rester pour toujours l'auxiliaire de l'agriculteur français dans les travaux de défrichement et de plantation.

M^e Bienvenu-Martin a commis une erreur en écrivant que « des centres agricoles exclusivement composés de Siciliens se sont formés dès les premières années de notre occupation » (1).

Il faut arriver à l'année 1890 pour voir se dessiner une certaine orientation des efforts italiens vers l'acquisition du sol. Quelques agriculteurs siciliens deviennent propriétaires. Autour des villes se bâtissent de mauvaises cabanes où toute une famille vit de la culture maraîchère. Plus loin de petits vignobles sont créés et voici qu'aujourd'hui les immigrants italiens, après avoir longtemps négligé la colonisation agricole, constituent des groupements ruraux importants.

Ce mouvement qui pousse les Italiens vers la possession du sol, si l'on ne tient compte du ralentissement survenu entre 1901 et 1911 déterminé par l'abaissement du prix des vins, s'est accentué de plus en plus.

(1) BIENVENU-MARTIN : Rapport sur le budget de 1902.

D'après les enquêtes faites par la Direction de l'Agriculture et du Commerce en Tunisie, le nombre des personnes de nationalité italienne vivant de l'agriculture serait, en 1926, de 16.592 soit 18,5 % de la colonie italienne. Le nombre de propriétaires aurait régulièrement augmenté depuis 1895, et, chaque année, le domaine agricole des Italiens s'est accru de quelques hectares.

<i>Années</i>	<i>Nombre de propriétaires</i>	<i>Superficie</i>
1895	366	18.000 Ha.
1897	406	19.523 Ha.
1900	590	31.945 Ha.
1902	740	36.469 Ha.
1926	1.513	61.000 Ha.

A l'heure actuelle, sur une superficie de 650.000 hectares, les Français en possèdent 560.000 et les Italiens 61.000 seulement.

Le nombre des propriétaires italiens aujourd'hui l'emporte sur celui de nos compatriotes. Si la grande colonisation est l'œuvre presque exclusive des Français, par contre dans la moyenne colonisation, et, surtout, dans la petite, ils sont exposés à la concurrence italienne. Les Italiens sont à la tête surtout de propriétés de 10 hectares et au-dessous, les Français possédant les grands domaines allant jusqu'au-dessus de 2.000 hectares.

Jules Saurin constate que partout les Italiens cherchent les terres à vendre, et que leurs courtiers parcourent le pays, faisant des offres de prix très élevés aux Français et aux indigènes qui détiennent des domaines bien situés.

Comment les Italiens ont-ils pu se lancer dans des achats nécessitant quelquefois des sommes très élevées, eux qui, la plupart du temps, ne pouvaient disposer que de leurs bras ? Jules Saurin suppose que cela s'est fait grâce à l'argent provenant de la vente du Chemin de fer Tunis-La Goulette à la Compagnie Bone-Guelma. Les 7 millions et demi de francs que cette vente rapporta auraient été uniquement employés à la création d'une colonisation agricole. Des journaux de la péninsule au contraire prétendaient que ce n'était ni la Compagnie Rubbattino, ni le Gouvernement italien qui étaient intervenus dans ce sens, et que, seuls, les puissants capitalistes siciliens fournissaient les fonds nécessaires.

Toujours est-il que de puissantes influences ont fourni aux Italiens de Tunisie les moyens financiers nécessaires pour poursuivre sur une longue échelle la création de villages agricoles.

Des sociétés se forment, puissantes, bien organisées, telle que celle constituée par un bijoutier de Trapani, acquéreur d'un domaine de 700 hectares situé près de Bordjel-Amri, et désignée sous le nom de « Hafsia-Trapani ».

Malheureusement pour les Italiens, ces sociétés qui, au début, semblaient prospérer, périclitaient quelques années après faute d'avoir pu tenir leurs engagements.

Si les sociétés italiennes ont fait faillite, comment se fait-il que le nombre des petits propriétaires ruraux se soit notablement accru dans ces dernières années ? C'est que, à force de travail et d'économie, le Sicilien a pu, au cours du XIX^e siècle et pendant la Grande Guerre, se constituer un pécule, un modeste pécule, qui, en dépit de sa modestie, permettra à son détenteur, grâce à l'existence du contrat d'Enzel, de devenir propriétaire.

L'enzel, d'après le code des obligations et contrats art. 954 à 982, est une rente foncière perpétuelle moyennant le paiement de laquelle la jouissance d'un bien peut être aliénée. Ce contrat qui est particulier à la Régence y est très usité.

Il offrait à l'Italien qui ne disposait que de capitaux fort restreints, une facilité précieuse pour acquérir une propriété sans se démunir des ressources qui lui étaient nécessaires pour la mettre en valeur.

C'est chez les Français et chez les indigènes, propriétaires de grands domaines, que les Italiens iront demander des terres. Bon nombre de nos compatriotes en effet, en face des prix avantageux qui leur étaient offerts par des Siciliens ou des Pantellariens, n'ont pas hésité à aliéner une partie de leurs domaines.

La société Franco-Africaine, propriétaire de 90.000 hectares à l'Enfida, dans cette riche région comprise entre Sousse et Hamamet, est entrée la première dans cette voie. Quelques centaines d'hectares sont ainsi devenus la propriété d'Italiens. Ces petits propriétaires italiens ont des lots d'une superficie moyenne de 10 hectares et bien souvent ils paient le quart du prix au comptant, le reste en dix ans avec un intérêt variant entre 5 et 6 %.

Dans la région septentrionale le morcellement s'est fait aussi au profit des Italiens et cela se comprend facilement. Il aurait fallu, en effet, recruter les colons dans les diverses provinces de France, leur assurer certains avantages et leur construire une maison d'habitation, tandis que le Sicilien déjà établi en Tunisie, connaissant le pays et ses ressources, va de lui-même au-devant du grand propriétaire et lui propose l'achat de sa terre. Ses habitudes sociales, son endurance au climat lui permettent d'offrir des prix plus élevés que ne pourrait le faire un paysan français. Les maigres récoltes qui ne peuvent faire vivre un cultivateur français permettent de prospérer un Sicilien habitué, il faut le dire, à la misère et au genre de vie de l'Arabe.

C'est pourquoi un certain nombre de grands propriétaires français ont été amenés à constituer cette classe de petits propriétaires siciliens et de tenanciers suivant une rente foncière ou enzel, ou suivant d'autres arrangements.

Les rapports entre le propriétaire et le colon italien sont réglés par le contrat d'enzel, ou, parfois, par une sorte de contrat de complant : le propriétaire concède des propriétés de 10 à 20 hectares sur lesquelles le colon plante la première année 5 hectares, l'année suivante 5 autres hectares de vigne moyennant un 'salaire mensuel et une indemnité pour la nourriture des bêtes de travail fournies par le propriétaire. A la fin de l'année, le colon peut recevoir une gratification si les travaux exécutés sont jugés satisfaisants. Au bout de 4 ans la vigne doit être remise au propriétaire en excellent état. On partage alors par moitié, le propriétaire pouvant racheter la moitié revenant au colon, à raison de tant par pied de vigne, après expertise, ou la lui laisser à enzel. Ce genre de contrat n'est pas très répandu et n'est pas avantageux pour le colon italien.

Par contre, ils s'établissent volontiers sur les domaines français à titre de métayers ou fermiers, avec espoir, il est vrai, d'acquérir plus tard le petit lot qu'ils auront fécondé de leur travail. Près de Tunis on trouve le métayage fonctionnant dans les conditions ordinaires où il fonctionne en France, à moitié de la récolte.

C'est aussi la faculté de payer une rente annuelle qui a permis aux Italiens d'obtenir la cession d'une partie des biens « habous » de la Régence.

Le habous est une vieille institution musulmane et

offre deux aspects : ou bien le propriétaire renonce à la propriété de son bien pour n'en garder que le revenu et transmet son droit par voie d'héritage à ses descendants — ou bien, il dépouille ses héritiers, et quelquefois lui-même, du droit de propriété pour affecter le revenu de ses biens à une fondation pieuse ou à une œuvre d'utilité publique, tels que mosquée, école, hôpital, etc...

Quelquefois aussi le cultivateur italien s'est vu adjudger des lots mis en vente par le domaine surtout avant le décret du 24 janvier 1914, lequel est venu consacrer le principe que le domaine doit choisir ses acquéreurs. Le but poursuivi est le peuplement de la Tunisie par les colons français.

La création de centres est la caractéristique de la colonisation sicilienne de la Régence. Ces petits villages exclusivement peuplés par l'élément italien se sont multipliés à la fin du XIX^e siècle et au cours du XX^e. Dans tous les centres agricoles italiens on ne distingue pas encore de population agglomérée et de population éparse. Les habitations sont d'ordinaire peu éloignées les unes des autres, mais, cependant, elles ne sont pas alignées en rues.

Les Siciliens semblent avoir voulu éviter la constitution de bourgades susceptibles de se développer au grand préjudice des intérêts des cultivateurs. Ils ont voulu éviter

la formation en Tunisie de ces fortes agglomérations de Sicile préjudiciables à l'économie du pays.

Dans les régions où la population agricole est agglomérée, elle paie à la mort un tribut beaucoup plus considérable que la population éparsée dans les champs. En outre, perte de temps appréciable en un va-et-vient incessant des habitations aux lieux de culture. En outre, aussi, impossibilité presque absolue d'améliorer, parce que l'agriculteur éloigné répugne à entreprendre des travaux qui pendant une grande partie de l'année doivent être sans garde fixe.

Elevée en un coin du champ, la maisonnette du colon n'est cependant pas totalement isolée, car, autour d'elle et à petite distance, s'élèvent d'autres fermes. Tel est l'aspect des coteaux du Djebel-Ahmar, de Ras-Tabia, de La Mornaghia, de Sedjoumi, d'Hameïn, Birine, Samech, etc...

Parfois on trouve des fermes complètement isolées. Cela témoigne de la parfaite tranquillité qui règne dans toute la Régence.

Outre la création de centres en pleine campagne, les Italiens ont constitué des groupements importants autour des principales villes, autour de Tunis, La Goulette, Le Kef, Bizerte, etc...

Les Italiens se sont établis de préférence le long des routes et des chemins de fer, dans le voisinage des grandes

villes du littoral. Ils ont ainsi obéi à des nécessités économiques : on ne cultive productivement le sol qu'à la condition d'avoir les moyens de communication indispensables à l'écoulement des produits. Ils ont obéi à des nécessités économiques et non à des préoccupations stratégiques qui n'existent que dans le cerveau de ceux qu'épouvante la vitalité de la colonie italienne. Rien de plus ridicule que de faire remarquer que leurs centres se trouvent sur les routes qui mènent à Tunis, à la frontière algérienne, dans les environs de Bizerte, enfin à la base du Cap Bon, autour du Golfe d'Hammamet, cette plage si favorable au débarquement de l'Ennemi.

La position même des centres agricoles italiens détermine le classement des colons en trois catégories : les maraîchers et les horticulteurs, les céréalistes et les viticulteurs.

Les premiers résident dans la banlieue des villes les plus importantes. Aux environs de Tunis, ils sont disséminés dans un rayon de 40 km de façon que les fleurs, les fruits et les légumes puissent être portés le jour même au marché.

Ce n'est que depuis la guerre qu'une partie des agriculteurs italiens se consacre à la production des primeurs, mais, dans ce genre de production, ce sont les mahonnais qui l'emportent.

Les colons qui s'adonnent à la culture des céréales ne

font la plupart du temps que de la culture extensive. Jadis, l'unique mode de fertilisation du sol était le repos associé au pâturage, aujourd'hui l'emploi des engrais se répand avec assez de facilité. Il faut dire tout de suite que les colons italiens s'adonnant à cette culture ne sont qu'une minorité. L'Italien cultive rarement aussi les plantes fourragères et industrielles.

Le groupe des viticulteurs est le plus important, et c'est celui qui va nous retenir le plus longtemps.

Les premiers installés ayant réalisé quelques bénéfices, le nombre des viticulteurs et les superficies plantées se sont accrus rapidement. En 1902, les Italiens possédaient 4.204 hectares plantés en vigne, en 1926 ils en ont 14.859. La statistique de 1926 donne la répartition suivante :

<i>Régions</i>	<i>Nombre de viticulteurs</i>	<i>Superficie</i>
Bizerte	209	2.006 Ha.
Tunis	1.409	10.536 Ha.
Le Kef	19	392 Ha.
Sousse	104	1.875 Ha.
Sfax	4	50 Ha.
	1.845	14.859 Ha.

Le rendement variant entre 30 et 50 hectolitres par

hectare, la quantité de vin produite par les Italiens est donc appréciable.

Si l'on tient compte que la superficie plantée en vigne atteint, à l'heure actuelle, dans les 30.000 hectares, on voit que les Italiens sont propriétaires de presque la moitié du vignoble tunisien.

Malheureusement si la quantité de vin produite est considérable, la qualité laisse parfois à désirer. Les viticulteurs siciliens ont, en effet, conservé la pratique des procédés défectueux usités dans leurs provinces respectives. Souvent ils ne défoncent pas avant de planter et, alors, les résultats obtenus sont déplorables. Depuis la guerre cependant, le colon italien s'efforce d'imiter ses voisins les Français et fait le « scasso », c'est-à-dire le défoncement complet du sol avant d'y planter l'arbuste. Le nombre de pieds à l'hectare varie entre 3.000 et 4.500. Mais, trop souvent encore, il se contente de creuser un trou dans la friche en se servant de la barre des mineurs, sans défoncer, puis il donne un coup de sape entre les lignes.

Un autre défaut assez grave du viticulteur sicilien, c'est qu'il mélange toutes ses boutures et met côte à côte les espèces les plus variées. Le résultat c'est que certains raisins sont trop mûrs au moment de la vendange, alors que d'autres ne le sont pas assez.

Les labours sont fréquents, mais rares sont ceux faits

profondément : le Sicilien gratte plutôt la terre qu'il ne la laboure.

Le Sicilien a un autre grave défaut, c'est de ne pas s'occuper suffisamment de la nature du terrain qu'il va planter. Il opère à l'aveuglette, au petit bonheur. C'est ce qui explique pour beaucoup le faible rendement qu'il obtient à l'hectare : 30, 40 et même 50 hectolitres par hectare représentent un rendement faible quand on le compare à celui obtenu par nos compatriotes sur des terrains de nature à peu près identique.

La préparation du vin laisse également à désirer fort souvent. Viticulteur courageux, le Sicilien ignore la plupart du temps les procédés œnologiques les plus élémentaires au grand détriment de la qualité. Les vins communs sont, pour la plupart, fortement plâtrés.

Si les vigneronns des environs de Tunis, de Bizerte, de Sousse, que la guerre et l'après-guerre ont enrichis, ont acheté pressoirs, fouloirs, pompes et beaucoup de futaile, s'ils ont modernisé leur vaisselle vinaire, le viticulteur de l'intérieur au contraire a conservé ses anciennes méthodes, une vaisselle rudimentaire et péniblement suffisante. Il n'est pas rare de voir, même à l'heure actuelle, à l'époque des vendanges, dans les campagnes éloignées de la ville, les vigneronns siciliens écraser les raisins à l'aide de gros souliers ferrés qu'ils chaussent pour la circonstance.

Les siciliens de Tunisie ont donc beaucoup à apprendre, beaucoup à faire encore, s'ils veulent que leurs vins rivalisent avec ceux des Français, des Italiens de la péninsule et des Espagnols.

Quel avenir peut-on prédire à ces 3 groupes importants de producteurs ?

Les maraîchers et les horticulteurs habitant la banlieue immédiate des principales villes sont assurés de pouvoir vendre presque sur place leurs produits. Le marché ne peut que s'élargir par suite de l'augmentation continue et rapide de la population des villes. Ils pourront, en outre, exporter dans la mesure où le permettront la rapidité des moyens de transport entre le protectorat et la métropole et la loi douanière française.

Les producteurs de céréales pourront également écouler une partie de leur récolte sur place et exporter le reste : la France ne peut qu'accueillir favorablement le blé tunisien.

Pour les viticulteurs la situation est plus délicate. Le marché intérieur est restreint et se limite aux seuls européens, les musulmans ne buvant pas de vin. Et encore, beaucoup d'Européens, à l'exception de quelques Italiens, n'aiment pas les vins siciliens gros et fortement plâtrés. Reste donc le marché extérieur. Ici, les viticulteurs tunisiens ont toujours rencontré l'hostilité jalouse de leurs puissants confrères du Midi de la France. Fortement grou-

pés et représentés à la Chambre française par des députés influents, ces derniers croient avoir trouvé un remède à la mévente des vins en faisant surveiller étroitement le petit ruisselet de vin tunisien, alors que les achats de vins de coupage espagnols restent très importants. D'après la loi du 30 mars 1928, la France n'admet normalement en franchise que 550.000 hectolitres de vin et 12.000 hectolitres d'alcool de vin. 550.000 hectolitres sur une production de plus de 950.000 hectolitres, ce n'est pas assez.

La vigne ayant peu d'avenir maintenant, les efforts des agriculteurs italiens semblent s'orienter depuis quelques années vers les cultures maraîchères et fruitières auxquelles les Français s'intéressent peu.

Un grand nombre de publicistes ont signalé comme un pressant danger l'évolution qui pousse vers la petite propriété rurale le paysan sicilien. Qu'ils se rassurent. Si, d'une façon générale, le nombre des propriétaires italiens est allé augmentant d'année en année, et cela, depuis 1890, on remarque cependant, depuis 1921, un ralentissement du mouvement vers l'acquisition de la terre. Les Italiens propriétaires augmentent aujourd'hui dans des proportions si modestes qu'on ne peut être que dans la vérité en disant que leur nombre reste stationnaire.

§ 2. — *Les Industriels et les Pêcheurs.*

La Tunisie étant un pays essentiellement agricole, l'industrie proprement dite n'occupe qu'une place secondaire. Cependant, les industries du bâtiment, de l'ameublement, des constructions mécaniques, de la carrosserie, tonnellerie, etc..., et surtout, l'exploitation des richesses du sous-sol et des ressources de la mer, font vivre, d'après le recensement de 1926, et rien que pour la population italienne, 45.173 personnes (plus de 50 % de la colonie italienne). Si, en outre, on tient compte des 4.946 employés aux transports, nous arrivons au nombre appréciable de 50.119 personnes de nationalité italienne, travaillant dans les différentes branches de l'industrie tunisienne.

Les Italiens ont pris, comme entrepreneurs de travaux, une part active à la transformation du pays.venus comme simples ouvriers, ils ont pu, grâce à leur énergie, à leur travail soutenu, à leur goût d'économie, fonder quelques années après la conquête française, des établissements prospères. A l'heure actuelle, il existe dans la Régence d'importantes maisons italiennes d'entreprises de travaux publics qui, il faut le reconnaître, se bornent la plupart du temps à l'édification des édifices des particuliers. Les Italiens ont été servis à souhait dans cette branche, quelques-uns y ayant trouvé une aisance relative, d'autres même la richesse.

A côté des entrepreneurs existent encore les carrossiers, attirés jadis par la faveur des beys, grands amateurs de voitures de luxe ; mais, aujourd'hui, l'industrie de la carrosserie recule et se meurt devant les progrès incessants de l'automobile.

Les Italiens sont, également, nombreux dans l'industrie du vêtement et de la cordonnerie. Les cordonniers de Naples et de Palerme jouissent dans le pays d'une grande réputation. Nombreux aussi dans l'industrie de la glace et la fabrication des boissons gazeuses.

L'industrie des pâtes alimentaires est essentiellement italienne. Malheureusement, les procédés de fabrication et de séchage trahissent, encore, l'origine sicilienne par le recours aux anciennes méthodes. Elle se modernise très lentement.

En revanche, les Italiens ont fait, dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre, et après la guerre, de sérieux efforts pour obtenir de bonnes huiles d'olive. Les huileries qu'ils possèdent dans les environs de Sfax, Sousse, Medhia, Monastir et Tunis, sont fort importantes. Seuls, les indigènes de la région de Sfax ayant adopté les méthodes les plus modernes sont à même de les concurrencer.

Les ouvriers menuisiers, charpentiers, ébénistes, tonneliers, ont davantage à redouter la concurrence de l'ouvrier français. C'est ainsi que l'ouvrier français, quoique

plus exigeant, est préféré à l'Italien pour les travaux de charpente.

Dans les travaux de fer les Italiens sont également nombreux et constituent d'excellents ajusteurs, mécaniciens, charrons, forgerons, etc..., qu'emploient les Compagnies de chemins de fer et les grandes sociétés industrielles.

Il convient de signaler ici un certain nombre d'Italiens employés aux transports, comme les poseurs de voie, les cantonniers, les garde-barrières, etc...

Mais ce sont encore les industries extractives qui, avec la pêche, occupent le plus fort contingent d'ouvriers italiens. L'exploitation des carrières et des mines de fer, de zinc, de plomb et, surtout, de phosphates, absorbent à l'heure actuelle le travail de plus de 19.000 ouvriers de toutes nationalités.

Les Italiens, excellents marbriers, ont presque le monopole exclusif de l'exploitation des carrières de marbre de couleurs de Djebel-Oust.

Aujourd'hui, aussi bien en Tunisie qu'en Algérie, les mines sont la propriété de l'Etat. Mais avant l'établissement du protectorat, le bon plaisir des beys faisant loi, les Italiens purent s'emparer facilement de quelques riches gisements miniers. Si bien qu'on rencontre aujourd'hui même des Italiens propriétaires de mines ; il en est ainsi de la concession de Djebbas. Depuis le protectorat, aucune concession de mines n'a été accordée à des Italiens.

Mais, c'est surtout comme ouvriers que les Italiens prennent part à l'exploitation du sous-sol tunisien. Si les ingénieurs, les chefs-mineurs, les géomètres sont tous des Français, l'abatage du minerai, la prospection, la conduite des fours, le boisage des galeries et des tranchées et, en général, tous les travaux exigeant des connaissances techniques sont confiés à des Européens pour la plupart de nationalité italienne venus des mines de Sardaigne et des soufrières de Sicile.

★★

L'exploitation des richesses maritimes et la transformation des produits de la pêche dans les diverses usines établies le long du littoral occupent une nombreuse main-d'œuvre italienne.

Les Français ont, jusqu'ici, négligé les richesses sous-marines de la Tunisie ; de leur côté les Berbères n'ont jamais été que localement des pêcheurs. Pourtant la largeur de la plate-forme sous-marine, la grande extension des fonds sableux et vaseux, la présence de vastes lagunes littorales et, dans le golfe de Gabès, une température élevée et des courants de marée, sont nettement favorables à la pêche.

Si les espèces sédentaires sont les mêmes que celles du midi de la France, par contre, les espèces migratrices sont plus nombreuses ; aux thons, bonites, maquereaux, s'ajoutent les allaches, les sardines, les anchois. En outre,

poulpe, éponge et corail, peuvent fournir sur certains points les éléments d'un important commerce.

Dès l'année 1835, des gens de Bari et de Naples s'adonnent à la pêche dans le golfe de Tunis. En 1866, à La Goulette, à l'exception des ouvriers maçons, presque tous les Italiens sont mariniers ou capitaines-marins. Dans la presqu'île du Cap Bon, une famille italienne s'adonne à la même époque à la pêche du thon. Un Sicilien fonde en 1875, à Sousse, une « Entreprise de Salaisons », et se consacre à la pêche des allaches. Mais il convient de remarquer que la majorité de ces pêcheurs ne sont que des immigrants temporaires, passant seulement quelques mois sur les lieux de pêche et regagnant ensuite leur pays natal.

Aux groupements ainsi constitués, s'ajoutent périodiquement les pêcheurs d'espèces migratrices et les corailleurs, tous originaires des provinces méridionales de l'Italie.

Le corail, après avoir été nettoyé et travaillé à Gênes, Naples et Livourne, était exporté aux Indes, en Asie Mineure, en Afrique Australe. La mode a porté un coup fatal à cette industrie aujourd'hui presque complètement disparue.

La promulgation de la loi du 1^{er} mars 1888 interdisant la pêche aux bateaux étrangers dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie, en deçà d'une limite qui est fixée à 3 milles au large de la lise de basse-mer,

devait avoir pour conséquence l'exode d'un grand nombre de pêcheurs italiens d'Algérie vers Tabarca où la pêche était libre. Aujourd'hui les Italiens sont partout, de Tabarca à Gabès.

Présentement, il n'y a de populations de pêcheurs indigènes que le long du littoral du Golfe de Gabès. Les pêcheurs français, en petit nombre, sont à Bizerte et à Tabarca, et encore sont-ce des naturalisés de fraîche date d'origine italienne. Ailleurs, notamment à La Goulette et à Sfax, les Italiens sont en grande majorité et détiennent la presque totalité des Thonaires. La situation est la suivante en 1926 :

<i>Genres de pêches</i>	<i>Tunisiens</i>	<i>Italiens</i>	<i>Français</i>
Sardines, anchois, allaches	4 navires	89	13
Pêche en mer	2.266	564	49
Dans les lacs	44	12	
Eponges	531	387	
Thonaires	32	55	
	2.877	1.107	62

D'après les statistiques, les Italiens possédaient en 1900, 45 thonaires, et 47 deux ans après. Ces chiffres comparés à ceux de 1926 accusent une faible augmentation. Cependant, nombreux sont les ouvriers italiens employés dans les thonaires comme celles de Monastir, de l'île

Kuriat, à 36 km de l'est de Sousse, de Bordj-Kedidja, près de Sfax. La plus ancienne thonaire appartenant aux Italiens est celle de Sidi-Daoud.

Par contre, immenses progrès réalisés dans la cueillette des éponges. Ils viennent aujourd'hui après les Tunisiens avec 387 navires.

Le nombre des pêcheurs sur les côtes tunisiennes varie d'une année à l'autre par suite des conditions mêmes dans lesquelles s'exerce la pêche sur les côtes de l'Italie méridionale. Il est évident que lorsque la saison s'annonce favorable en Sicile, les départs pour la Tunisie sont moins nombreux. Parfois aussi, une crise politico-sociale peut déterminer l'exode de pêcheurs italiens vers la Tunisie, telles les émeutes de 1893 et 94 qui éclatèrent en Sicile.

Quoique nombreux, très nombreux, les pêcheurs italiens de Tunisie n'ont pas su s'organiser pour la vente à l'intérieur de leurs produits. Ils ont trop souvent recours à des intermédiaires qui prélèvent de grosses commissions au grand préjudice du producteur et du consommateur. En outre, en dépit de ses qualités indéniables, le pêcheur sicilien est resté quelque peu routinier et s'en tient à des procédés usités jadis dans l'Italie méridionale. Aussi, faute de ne pouvoir vendre à bon compte sur place, les pêcheurs italiens exportent vers leur pays une partie importante de leurs produits, à savoir en 1926 :

255.099 kgs de poissons frais ;

355.212 kgs de poissons secs ;
147.040 kgs de poissons conservés ou marinés ;
41.958 kgs d'éponges.

On peut dire qu'aujourd'hui les Italiens s'adonnant à la pêche sont presque tous établis à demeure dans la Régence, les immigrants temporaires ne constituant plus qu'une infime minorité. Cette constatation est intéressante, car si les premiers forment à La Goulette, à Sousse, à Sfax et les autres villes du littoral, de véritables quartiers devenant bientôt plus tunisiens qu'italiens, les seconds, au contraire, n'ont rien qui les rattachent à la Tunisie et restent, par conséquent, Italiens sans modifications de mœurs ni de langage.

Parmi les textes de législation réglementant la pêche en Tunisie, il convient de signaler le décret du 19 avril 1892 qui vise la protection de la pêche dans les eaux territoriales tunisiennes et permet d'interdire par arrêté certaines pêches « aux époques, lieux et conditions qui seraient jugés nécessaires dans l'intérêt des industries de la pêche et de la conservation des produits des eaux ». Le décret du 28 août 1897 « assujettit les bateaux de pêche à l'obligation de se faire inscrire dans un port d'attache, énumère les engins autorisés ainsi que les appâts et autres procédés de pêche prohibés. Il fixe les dimensions réglementaires des engins et celles des espèces pouvant être capturées. Il astreint les pêcheries fixes à l'obligation de

la déclaration ; enfin, il édicte les diverses pénalités applicables aux contraventions qu'il prévoit ».

Les accords entre la France et l'Italie de 1896 stipulent « que, en ce qui concerne la pêche, les Italiens seront traités comme les nationaux et les Français ».

Ainsi ne rencontrent-ils aucune entrave au libre exercice du droit de pêche.

§ 3. — *Les Commerçants.*

La statistique relative au dénombrement de la population civile européenne en Tunisie dressée par la Direction du Commerce et de l'Agriculture, donne le nombre de 10.140 Italiens vivant du négoce à la date du 1^{er} avril 1926, soit un peu plus de 11 % de la colonie italienne.

Ils possèdent dans les principales villes de la Régence et à Tunis surtout d'importants commerces de gros et d'importantes représentations.

Ce sont ces commerçants venus les premiers en Tunisie, à une époque où le pays tout entier souffrait d'une grande insécurité qui ont créé ces relations entre l'Italie et la Régence aujourd'hui si prospères.

Dès le début du XIX^e siècle, en effet, Livournais et Gênois forment le noyau principal de la population européenne des places de commerce du littoral tunisien. Ils sont les intermédiaires obligés des diverses tribus arabes

qu'ils fournissent de produits fabriqués par les diverses manufactures européennes et dont ils reçoivent en échange des céréales, de l'huile, de la laine.

Connaissant la langue arabe et s'étant familiarisés avec les coutumes indigènes, les négociants italiens purent, grâce à leur nombre et à leurs richesses, devenir les maîtres incontestés du commerce avec Gênes, Livourne et les principaux ports de la Sicile.

Sous le bey Ahmed des voiliers venaient à époques fixes apporter des marchandises européennes et s'en retournaient chargés des produits du sol tunisien. Mais c'est surtout à partir de 1860, avec la formation de l'Unité italienne, que les relations entre les deux pays se développèrent et acquirent une régularité jusque-là inconnue.

Un service hebdomadaire de paquebots est créé entre Gênes et Tunis en passant par Cagliari et Livourne. Des services réguliers relient Palerme à Tunis. Ce mouvement avait été facilité et accentué par le traité signé en 1868 entre Victor-Emmanuel II et le bey Sadokk, traité qui ouvrait la Tunisie au commerce italien. Aussi, en 1874, est créée une ligne de navigation côtière mettant en relations les principaux ports côtiers de la Régence. En 1884 la Cie Rubattino organise la ligne : Gênes-Livourne-Cagliari-Tunis-Tripoli-Malte-Syracuse-Messine-Naples et Livourne. En 1899 une escale est créée à Bizerte. A l'heure actuelle deux lignes italiennes assurent des relations hebdo-

madaires entre Tunis et Naples par la Sicile et Tunis et Gênes par la Sardaigne.

Ainsi donc depuis plus de 50 ans les Italiens ont travaillé sans relâche à développer leurs relations maritimes avec Tunis afin de donner aux commerçants la possibilité d'un transport de marchandises dans des conditions de rapidité et de bon marché suffisantes. Soucieux également de faciliter aux voyageurs le passage en Afrique ils ont aménagé petit à petit leurs paquebots d'une façon luxueuse. Les paquebots italiens qui desservent actuellement la Tunisie n'ont rien à envier aux navires français quant au luxe.

Le commerce entre la Tunisie et l'Italie n'a cessé de prospérer. Si l'établissement du protectorat en arrêta momentanément les progrès, le mouvement d'échanges reprendra petit à petit et arrivera à occuper en 1926 une place fort intéressante.

Avant la conquête française dans les ports de Sousse et de La Goulette, le pavillon italien prime. En 1877, le commerce entre l'Italie et la Régence, importation et exportation réunies, se monte à 6.253.470 francs. En 1879 il passe à 9.352.993 francs. Les progrès sont donc très rapides.

Le changement de régime inauguré par l'établissement du protectorat a pour effet de faire décroître le commerce italo-tunisien au bénéfice du commerce français.

En effet, si en 1886 le commerce italo-tunisien atteint encore (importations et exportations réunies) 12.916.000 francs, soit 30 % du mouvement total du commerce de la Régence, il ira diminuant dans les années qui suivent jusqu'à l'accord de 1896. Le tableau suivant le montre :

1886	12.916.000 francs, soit 30 % du mouvement total du commerce de la Régence.
------	---

1887	9.420.000 fr.
------	---------------

1889	6.626.000 fr.
------	---------------

1890	5.800.000 fr.
------	---------------

La situation faite aux produits tunisiens à partir de 1890 par la métropole va porter un nouveau coup au commerce italien. La loi du 19 juillet 1890 admet en franchise en France non pas tous les produits tunisiens, mais les plus importants. Ce sont : les céréales en grains, les huiles d'olive, les animaux, les volailles et le gibier. Les vins de raisins frais sont admis moyennant un droit réduit de 0 fr. 60 l'hectolitre. Les autres produits paient les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

Ainsi la part de la France dans le commerce tunisien qui était de 20 millions en 1885 est de 50 millions en 1894. Le commerce italien tombe de 13 millions à 6 millions.

Il ne semble pas que la convention italo-française de 1896 venant remplacer l'ancien traité de 1868 entre le bey

Saddokk et Victor-Emmanuel II ait été défavorable au commerce italien. Depuis cette convention on applique le tarif minimum français aux marchandises italiennes en Tunisie. La clause de la nation la plus favorisée joue des deux côtés, italien et tunisien.

Il est évident que la convention de 1896 ne pouvait que favoriser le commerce français, d'autant plus que les tarifs douaniers qui en furent la conséquence le complétaient heureusement.

Le commerce italien qui n'aurait pas dû diminuer à la suite de ces accords fléchit cependant entre 1897 et 1900. Cette diminution a une cause psychologique : les accords de 1896 avaient provoqué une certaine émotion parmi les commerçants de la colonie italienne qui, craignant d'être soumis à un régime douanier très sévère, firent de grandes provisions dans les années 1896 et 1897. Cela est si vrai que le commerce italien reprend en 1900 une fois les stocks épuisés.

Ainsi donc il ne semble pas que les accords de 1896 mis en application le 2 mai 1898 aient été défavorables au commerce italo-tunisien.

Le régime douanier actuel exerce encore moins d'influence sur le mouvement commercial italien.

En 1926, l'Italie importe en Tunisie pour une valeur de 76.723.425 francs de marchandises.

Elle reçoit de la Tunisie pour 275.433.427 francs.

L'Italie fait donc à cette date, avec la Tunisie, un commerce de 334.156.852 francs, soit 12,7 % du mouvement total du commerce de la Régence qui se monte à cette date à : 2.630.056.439 francs. Dans le mouvement global du commerce tunisien la France vient au premier rang, l'Italie au deuxième rang. La Tunisie envoie en Italie les produits du sol, les phosphates et les produits de la pêche. Elle reçoit de l'Italie :

- 1° Des marchandises qui sont plus ou moins des spécialités de son industrie nationale, notamment certains tissus de coton, les zéphirs, les « toiles noires », les soies grèges et ouvrées, les fils de coton, les ouvrages en bois, le papier, les meubles, chaises empaillées, quelques automobiles, quelques machines.
- 2° Des denrées alimentaires plaisant aux Italiens et aussi pour partie au reste de la population européenne : articles de charcuterie, fromages, légumes, conserves diverses et en particulier de tomates.
- 3° Des matériaux de construction : marbres, bois, pierres, etc..., transportés surtout par voiliers.

Proportionnellement au mouvement total des échanges de la Régence, la part des Italiens n'est plus aussi importante que jadis, mais tout compte fait, ils ont conservé une position qu'ils s'efforcent d'améliorer d'année en année, grâce à la présence sur le sol tunisien d'une population commerçante d'origine italienne, importante à la

fois par le nombre et les établissements qu'elle détient. Il ne semble pas que les lois du 30 mars et du 24 juillet 1928 qui marquent un grand pas dans la réalisation de l'union douanière aient fait diminuer dans une proportion appréciable le commerce italo-tunisien.

Maintenant que l'on connaît l'importance numérique de la population italienne de Tunisie, la place qu'elle tient dans l'agriculture, l'industrie, la pêche et le commerce, il convient de se demander, cinquante ans après l'établissement du protectorat français, et alors que la Régence est arrivée à un degré de transformation et d'évolution assez développé, si les Français doivent regretter la venue et la fixation des Italiens en Tunisie, ou, au contraire, s'ils doivent considérer comme une véritable chance le fait d'avoir eu, sous la main, les travailleurs infatigables dont ils avaient besoin.

Il est évident que la main-d'œuvre italienne a présenté et présente encore de sérieux avantages qu'accompagne, cela va de soi, quelques inconvénients. Un sage dicton veut toujours que toute médaille ait un revers. Mais tout compte fait, l'Italien agriculteur ou ouvrier d'industrie a puissamment contribué à l'œuvre de colonisation de la France en Tunisie. Ce sont les Italiens, travailleurs sobres, peu exigeants, habitués à travailler sous un

ardent soleil qui, sous la direction d'ingénieurs et de capitalistes français, ont défriché le sol, construit les routes, les chemins de fer et les ports, élevé les édifices, à l'époque où la Régence ne comptait qu'une poignée de Français.. Un salaire, à peine supérieur à celui d'un ouvrier indigène, un modeste abri, ils n'en demandaient pas davantage.

Ces nombreuses qualités de la main-d'œuvre italienne indiscutablement précieuses hier au moment où la Tunisie s'ouvrait à la vie économique, sous l'impulsion française, le sont encore aujourd'hui dans une Tunisie relativement évoluée.

Tous les Français de bonne foi qui connaissent l'histoire de la Tunisie, peuvent affirmer sans crainte de tomber dans l'erreur que sans les Italiens, sans les bras italiens, le gouvernement français n'aurait pu mener à bonne fin les travaux gigantesques par lui entrepris. La prospérité de la Tunisie est la résultante d'une collaboration imposée par les circonstances : les Français ont apporté au pays l'ordre et le Capital, les Italiens, le travail.

Si la main-d'œuvre italienne a été avantageuse pour nous, elle n'a pas été sans présenter, parfois, quelques inconvénients. Au début du protectorat, alors que l'immigration italienne était très forte, il arrivait qu'avec le gros des travailleurs se glissaient sur le territoire de la Régence des criminels fuyant la police ou échappés des bagnes. Il

s'était ainsi fondé sur les principes de la mafia sicilienne une mafia tunisienne.

Le résultat fut une augmentation considérable du nombre des crimes.

C'est à la suite de ces événements qu'on a senti le besoin d'organiser en Tunisie une police d'Etat, centralisant tous les services de la sûreté publique. Elle a permis d'éliminer peu à peu de la société italienne tous les éléments mauvais beaucoup plus habitués à manier le couteau que la pioche ou la bêche. De 1917 à 1926 il y a eu 463 expulsions. Le nombre, relativement peu élevé, des expulsions prononcées par la voie administrative durant cette période prouve que la colonie italienne est constituée de bons éléments.

Il faut aussi considérer comme un inconvénient le fait que si les hommes travaillent inlassablement, la plupart des femmes italiennes se laissent aller facilement à une vie douce et paresseuse. Certaines croiraient déchoir en se livrant à un métier, en gagnant leur pain. On trouve ce défaut surtout chez les Siciliennes. Par contre, les femmes originaires de l'Italie septentrionale qui ne sont, hélas, qu'une minorité, font d'excellentes domestiques et de bonnes nourrices.

Enfin un dernier inconvénient, et celui-là est d'ordre économique, c'est qu'il se produit, forcément, une perte de numéraire pour la Régence. Une partie de l'argent

gagné par les travailleurs italiens passe en Italie sans profit pour le pays où se font les travaux. C'est un principe général qui pousse les immigrants italiens à secourir les parents laissés derrière eux dans la péninsule. En 1901, ils envoyaient, en Italie, pour 1.322.244 francs par mandats postaux. Comme l'on voit, la somme est considérable. En 1926, 25 ans plus tard, ils n'envoient plus que 790.758 francs.

Cette différence dans les envois d'argent provient du fait qu'au début les hommes partent seuls et envoient périodiquement l'argent nécessaire à leurs familles restées en Italie. Quelques années plus tard, les situations s'étant consolidées, les familles rejoignent leurs chefs.

Tout compte fait, et en dépit des quelques inconvénients précités, il ressort que la Tunisie a tiré des laborieux immigrants italiens de sérieux et incontestables avantages.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE L'ASSIMILATION

La colonie italienne de Tunisie forme-t-elle, à l'heure actuelle, un groupe à part avec ses caractères, ses mœurs, ses habitudes, sa langue ; constitue-t-elle un état dans l'état ou, au contraire, se produit-il chez les immigrants au bout de quelques années de séjour en terre africaine une transformation, une fusion au contact des autres éléments ethniques et, en particulier, au contact des Français ?

Et tout d'abord, au point de vue ethnique, on est obligé de convenir que les Italiens ont tout pour se fondre avec nous. Ils appartiennent, en effet, aux mêmes types que ceux de la France. Si nos paysans de Provence ou du Languedoc sont généralement plus gros et rablés que les Siciliens et les Napolitains, cela tient, uniquement, au genre de vie qu'ils mènent, et non à des origines ethniques : il ne faut pas oublier que la misère a décimé l'Italie méridionale. L'Italien de la vallée du Pô et de la Toscane habitué à une vie meilleure ne diffère de nos paysans du

Dauphiné et de la Savoie que par le langage et certaines habitudes familiales.

Au point de vue des mœurs et des coutumes, les Italiens se rapprochent infiniment des Français.

Leur langue est un dialecte roman. Ils se présentent donc dans des conditions favorables d'assimilation. Cependant, cette dernière qui aurait dû se produire d'une façon presque automatique, s'est heurtée depuis 1881 à toute une série d'obstacles plus ou moins sérieux qui la rendent plus lente et plus difficile qu'on ne croyait au premier abord.

§ 1. — *Les Obstacles.*

Il existe en Tunisie à la tête de la colonie italienne la bourgeoisie instruite des « Professionisti », nom générique englobant les médecins, les avocats, les ingénieurs, les architectes, les professeurs, en un mot, tous ceux qui exercent une profession libérale quelconque. Se joignent à eux les gros industriels et commerçants. Ils sont presque tous nés sur le sol tunisien et appartiennent à des familles installées en Tunisie depuis plusieurs générations. Ils sont les descendants d'immigrants de condition assez élevée, exerçant avant l'établissement du protectorat une espèce de monopole sur les emplois publics.

Ces « professionisti » de la première heure ne perdaient aucune occasion de témoigner leur fidélité à la

Mère-Patrie. Ils chantaient l'hymne à Garibaldi ou battaient des mains aux sons de la Marche Royale. Leur rêve était de transformer la cordialité des rapports entretenus avec les beys en une association qui en sauvant apparemment l'autonomie locale aurait exclu la possibilité d'un coup de main étranger.

Les événements de 1881 les surprenaient au beau milieu de leur rêve. Déçus, ils restèrent néanmoins fidèles à l'Italie et devinrent des patriotes exaltés. Leurs fils allaient parachever leurs études en Italie, dans les Universités renommées de Palerme, Naples, Rome, Turin. Ainsi est née cette pléiade de jeunes médecins et avocats, fermes et solides soutiens de l'Italianité.

Ce sont ces professionnisti formant à l'heure actuelle un groupe de 2.500 personnes qui prétendent au rôle éducateur des immigrants et s'efforcent d'entretenir chez eux le sentiment de l'italianité. Ils réchauffent le zèle des tièdes, font de la propagande et exposent leurs idées dans un journal puissant et ancien « l'Unione » qui est rédigé en italien, fondent des sociétés. Grâce à eux tous les anniversaires patriotiques sont célébrés avec enthousiasme : formation de cortèges avec musique et déploiement de drapeaux.

Toutes ces manifestations qui procèdent d'un chauvinisme vraiment déplacé ont connu une recrudescence à la fin de la dernière guerre et depuis l'avènement du ré-

gime fasciste et ont donné lieu quelquefois à des incidents pénibles entre les deux colonies italienne et française. L'Italie frustrée dans la victoire par ses alliés, l'Italie à qui devrait revenir la Tunisie fécondée par les bras et les énergies italiens, sont autant de contre-vérités que l'Unione a essayé de répandre dans la masse sicilienne.

Ce sont ces mêmes *professionisti* qui voulant empêcher l'assimilation ont pris l'initiative de créer ces groupements, ces associations, ces services hospitaliers que l'on trouve dans la Régence, autant de foyers où est savamment entretenu et cultivé le sentiment de l'italianité.

Dès 1885 est créée, en vue de protéger les intérêts italiens menacés par la France, une association qui se transformait plus tard en Chambre de commerce, « *camera di commercio ed arti* ». Elle a pour but, du moins apparemment, de veiller aux intérêts communs, de les défendre auprès du gouvernement national et du gouvernement local, de recueillir tous les renseignements utiles aux commerçants et industriels italiens de la Régence, de provoquer d'une part l'augmentation du commerce local, de l'autre le développement des relations commerciales entre l'Italie et la Tunisie. Mais ce qui trahit son véritable but, c'est que, bientôt, elle admet parmi ses membres, en plus des commerçants et des industriels, des agriculteurs et aussi des avocats, des médecins, des professeurs. Dans les assemblées sont discutées les revendications de la colonie

italienne et, ce qui prouve nettement son but politique, c'est la présence du représentant du gouvernement italien aux séances les plus importantes. Cette chambre de commerce est le trait d'union entre la colonie italienne et le Consulat. Un bulletin mensuel fait connaître aux sociétaires quelle a été l'activité de la société pendant le mois écoulé. Elle donne à ses compatriotes appui et conseils et, parfois même, elle vient en aide pécuniairement aux collectivités qu'elle juge dignes d'intérêt.

En 1904, la Chambre de commerce fonde la Banque Coopérative (*Banca di credito cooperativa*). Elle a pour but de faciliter les échanges entre l'Italie et la colonie italienne de Tunisie, de procurer le crédit à ses sociétaires, au moyen de la mutualité et de l'épargne, de favoriser le commerce italien de Tunis et les classes ouvrières. La nouvelle association enregistre à l'heure actuelle une progression constante du mouvement d'affaires. Elle a même pu instituer une caisse d'épargne où les ouvriers sont venus apporter leurs modestes économies. Cette caisse a été fondée dans le dessein d'enlever les fonds siciliens des caisses de l'Office tunisien des Postes et Télégraphes.

En même temps que le crédit commercial et agricole est fondée à Tunis une coopérative de consommation « *La Previdenza* ». Elle se distingue de la précédente en ce qu'elle admet des personnes de toutes nationalités, la première étant ouverte seulement aux Italiens. Aujourd'hui

la « Banca Italiana di Credito » fait preuve d'une activité extraordinaire, ses succursales se sont multipliées un peu partout dans la Régence.

Quels que soient la forme et le but du groupement, ses fondateurs ont eu comme pensée motrice le développement du patriotisme, de l'esprit de concorde et de fraternité sur cette terre étrangère qui aurait dû appartenir à l'Italie.

Parmi les Sociétés basées sur la Mutualité, mention doit être faite de la « Societa patriottica dei militari in congedo » (Société patriotique d'anciens combattants) qui fut sans lendemain, mais dont la création ne manqua pas de soulever en France une réelle inquiétude. Fondée en 1897 par un ancien capitaine italien, son but n'était pas exclusivement militaire, et elle entendait grouper tous les travailleurs italiens ayant donné et prêts à donner à la patrie tout ce qu'elle pourrait leur demander. Son action se borna à quelques sorties en musique autour de Tunis.

Depuis la grande guerre, la Tunisie a vu naître une nouvelle société d'anciens combattants italiens.

La « Societa di mutuo soccorso fra gli operai in Tunisi » (Société de secours mutuel entre les travailleurs de Tunisie) basée sur la prévoyance est-elle assez importante. Elle parvient à trouver souvent de l'ouvrage aux sans-travail, elle s'occupe de l'assistance médicale, s'intéresse à l'instruction et à l'éducation des enfants des sociétaires.

A côté des institutions de prévoyance fonctionnent des associations de bienfaisance comme la « Società di beneficenza » (Société de Bienfaisance) qui vit de subventions du gouvernement italien, de cotisations et de dons. Elle vient en aide aux miséreux et aux malades. Une partie des fonds sert même au rapatriement d'immigrants indigents. Des sociétés italiennes de secours et de bienfaisance existent ainsi à Tunis, La Goulette, Sousse, Sfax, Gabès, Le Kef, Ferryville, Bèjà, Mateur... Toutes conservent jalousement leur caractère italien.

Vient enfin compléter l'organisation d'assistance publique « l'ospedale coloniale italiano » (l'Hôpital Colonial italien) de Tunis, anciennement « Infirmerie Sainte-Marguerite ». C'est un établissement tout à fait moderne dont l'inauguration date de 1901. Tous les indigents de nationalité italienne ont droit aux consultations et aux médicaments gratuits.

On pourrait encore signaler toute une liste d'associations philanthropiques où sont donnés régulièrement des concerts, fêtes et bals.

Si la création de groupements et d'associations de prévoyance, de bienfaisance, d'établissements de crédit sont un obstacle quelque peu sérieux à l'assimilation, celle-ci est également retardée par le seul fait que l'Italie et la Tunisie sont proches l'une de l'autre. Quelques heures après son départ de Tunis, le Sicilien façonné par nos

idées et nos habitudes retrouve son pays natal, les siens, l'atmosphère italienne. Si les voyages sont fréquents, il y a beaucoup de chance que ce Sicilien ne devienne jamais un parfait Tunisien, ni un parfait Français.

D'autre part, nous ne pouvons non plus exercer une action durable sur les immigrants temporaires accourus à l'appel des grands entrepreneurs de travaux publics. Il en est ainsi des forestiers de Sardaigne, des pêcheurs de Sicile qui passent et repassent la mer tout en conservant leur domicile au village natal.

L'Eglise aussi par ses nombreux prédicateurs italiens vient renforcer le sentiment de l'italianité chez les immigrants de Tunisie. Bien souvent, dans leurs sermons faits en italien les prédicateurs invitent les fidèles à ne pas oublier le pays natal et la Mère-Patrie.

Enfin, si en Algérie l'assimilation se fait beaucoup plus rapidement qu'en Tunisie, c'est que le régime du protectorat et la nature des relations existant entre la Régence et l'Italie ne nous permettent qu'une action lente sur la colonie italienne.

C'est là toute une série d'obstacles sérieux à une assimilation rapide, mais le plus gros, celui qui a préoccupé le plus le gouvernement français, c'est l'existence de nombreuses écoles italiennes en terre tunisienne. Par les institutions scolaires, les Italiens espéraient non seulement barrer la route à notre absorption, mais encore exer-

ter une influence sur les indigènes et les autres colonies européennes de Tunisie.

Dès 1863, le Gouvernement italien avait entrevu les heureux effets que pourraient avoir sur le développement de l'influence nationale au dehors l'utilisation de l'Ecole. Victor-Emmanuel II envoyait aux agents diplomatiques du Levant une circulaire pour attirer leur attention sur l'importance morale et politique des institutions d'enseignement. Le résultat immédiat fut la création par M^e Gambarotta, alors consul à Tunis, d'un établissement d'enseignement dès l'année 1864. Ce fut le « Collegio-italiano ».

Mais déjà bien avant l'initiative de M^e Gambarotta fonctionnaient dans la Régence de petites écoles italiennes dues, elles, à l'initiative privée. La première date de 1831 et fut créée par un émigré politique livournais. Le fond de l'enseignement était l'italien mais on y donnait aussi des notions de français, d'arabe et les premiers éléments du latin et du grec. En 1840 est ouverte une école israélite italienne. Puis, en 1887, est fondé, par actions, le « Convito italiano » qui n'est pas autre chose qu'un pensionnat, dans le dessein de pouvoir donner aux jeunes Italiens une instruction soit classique, soit commerciale, en même temps qu'une éducation nationale. Cet établissement fut la pépinière des écoles secondaires. Vers la même époque, le gouvernement italien prenait à sa charge le « Liceo ginnasiale » et l'école « Tecnico Commerciale ».

Les Italiens ont déployé les mêmes efforts pour faire prospérer l'école primaire.

Ainsi se fondaient au cours du XIX^e siècle, dans les principales villes de la Tunisie et surtout à Tunis, les nombreuses écoles qui devaient constituer le rempart le plus inaccessible de l'italianité.

Les Italiens ont apporté dans l'organisation de l'enseignement officiel beaucoup de soin et une grande patience. Il est vrai que la question était pour eux d'autant plus importante que la colonie italienne renfermait et renferme encore un grand nombre d'illettrés. En 1926 la proportion d'illettrés reste encore trop forte : plus de 46 % de la colonie contre 18 % dans la colonie française. Le tableau suivant donnera une idée de la répartition des populations italienne et française d'après l'instruction à la date du 1^{er} avril 1926.

Nationalités	Illettrés		Sachant lire et écrire		Parlant français	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	0/0
Italiens	41.551	46,5	47.665	53,4	37.171	41,6
Français	13.386	18,8	57.634	81,1	»	»

En 1921 la colonie italienne comptait 42.131 illettrés. Le recensement de 1926 accuse donc une légère diminution.

Le nombre de jeunes Italiens fréquentant les écoles italiennes est allé augmentant au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e. De 2.600 élèves qu'elles comptaient en

1892, le nombre passe à 5.500 en 1901. Mais depuis 1905 il semble que les familles italiennes mettent de plus en plus leurs enfants dans les écoles françaises. Aujourd'hui les écoles privées italiennes (une vingtaine) reçoivent à peu près 3.000 élèves qui se répartissent surtout entre l'école « Dante Alighieri », l'école « Umberto I » et « l'Orfanotrofio Principe di Piemonte ». Elles reçoivent également quelques centaines d'indigènes que les écoles françaises ne peuvent contenir faute de locaux spacieux.

La décadence des établissements secondaires italiens est manifeste depuis qu'un décret du Président de la République Française oblige les avocats étrangers exerçant en Tunisie à prendre un grade dans les universités françaises.

Il est fâcheux que l'Italie possède dans le Protectorat français une organisation scolaire aussi complète. Il est regrettable aussi qu'une partie de nos protégés, aussi faible soit-elle, soient obligés de recourir à elle.

Les conventions diplomatiques passées entre l'Italie et la France en 1896 traitent de la question de l'enseignement dans la Régence. Tout en reconnaissant aux écoles italiennes une existence légale, elles stipulent qu'aucun nouvel établissement ne sera créé par le gouvernement italien ou un de ses nationaux. La France acquiert le droit d'inspection dans ces écoles.

Toutes les écoles italiennes sont laïques.

Tous ces efforts combinés : action de l'Etat, des sociétés, des individus sont loin d'être restés stériles. L'école italienne a exercé et exerce encore aujourd'hui une influence considérable sur la colonie. C'est sur les écoles et les Sociétés que la bourgeoisie italienne de Tunisie fonde son plus grand espoir : le maintien et le renforcement du sentiment de l'« Italianité ».

§ 2. — *Les Moyens.*

Devant l'activité croissante des écoles italiennes, le gouvernement du protectorat soucieux de sauvegarder les intérêts français en Tunisie et de contrecarrer l'influence italienne, n'est pas resté inactif.

Parallèlement aux écoles italiennes, et en plus grand nombre, des écoles françaises sont créées, elles deviennent de plus en plus nombreuses chaque année, alors que le nombre des écoles italiennes est resté le même depuis 1896.

L'école française, à tous les degrés de l'enseignement, va concurrencer victorieusement sa rivale et aussi favoriser et hâter l'assimilation pour laquelle elle a été en partie créée, en donnant aux jeunes Italiens une éducation toute française. Le nombre d'élèves italiens fréquentant les écoles primaires françaises n'a cessé d'augmenter depuis 1890.

1890 1.730 élèves (garçons et filles compris) ;
1900 3.855
1926 8.768 pour 11.824 Français.

Dans les enseignements supérieur, secondaire et spécial, nous avons la même année 1926, 284 élèves italiens pour 2.548 français ; cette faible proportion d'élèves italiens s'adonnant aux études supérieures, secondaires et spéciales s'explique par le fait que la colonie italienne se compose surtout de petits agriculteurs, d'ouvriers et de commerçants désireux de donner seulement à leurs enfants une solide instruction primaire, leur permettant le jour où ils entreront dans les luttes de la vie de se tirer d'affaire. Les Français fonctionnaires ou gros colons donnent au contraire à leurs enfants une instruction plus élevée.

Dans les campagnes les 9/10^e des enfants des écoles françaises sont des Siciliens. Presque tous les enfants d'indigènes musulmans fréquentent soit les écoles françaises, soit les écoles indigènes ; seule une infime minorité va s'asseoir sur les bancs des écoles italiennes, faute de place dans les françaises.

L'école française, dès sa création, devait aussi constituer le moyen le plus efficace d'expansion de nos idées dans la masse sicilienne. Les jeunes Italiens y coudoient les jeunes Français ; des liens d'amitié se tissent entre eux. La leçon et la bonne parole du maître sont colportées

par l'enfant au sein de sa famille ; et imperceptiblement, inconsciemment, il se crée un sentiment de sympathie, d'affection même pour l'instituteur, auteur d'heureuses transformations accomplies chez l'enfant, et quelquefois même chez les parents ; sentiment de sympathie pour l'école française et le pays qui l'a fondée.

L'instituteur, par l'instruction qu'il répand, les bonnes habitudes de politesse, de bonne tenue, de propreté, de moralité, qu'il donne journellement, est, dans la Régence, un véritable pionnier de notre civilisation.

C'est par l'école que nous pouvons imprégner les immigrants italiens de nos idées, de nos habitudes, de nos sentiments. C'est par l'école que nous dominons en Tunisie.

Il convient aussi de signaler comme complétant et entretenant l'œuvre accomplie dans les écoles, le développement surtout depuis la guerre des œuvres post-scolaires (conférences, cours d'adultes, associations amicales d'anciens élèves) et les bibliothèques populaires organisées par la Direction de l'Enseignement Public.

Le Gouvernement français a également essayé de provoquer l'assimilation en facilitant les mariages entre Français et Italiens par la réduction au strict minimum des formalités requises. Mais, jusqu'à maintenant le nombre des mariages célébrés annuellement reste fort restreint. Si les Français épousent quelquefois des Italiennes, les

Italiens par contre épousent rarement des Françaises. L'assimilation se ferait beaucoup plus rapidement si de pareils mariages pouvaient être nombreux, car on a remarqué que dans toute union dont le mari est français et la femme italienne, les enfants sont français, non seulement de fait, mais aussi de cœur, le père leur donnant une éducation française dans la famille comme à l'école ; lorsque c'est un Italien qui épouse une Française, les enfants sous l'influence de la mère sont Français de cœur, et bien souvent l'époux se fait naturaliser.

L'école française a complètement réussi et il n'est pas rare de voir aujourd'hui Français et Italiens s'associer dans le commerce et dans les grandes entreprises de travaux publics. Elle a réussi et ainsi facilité et hâté la fusion des éléments français et italiens en dépit des nombreux et sérieux obstacles qui s'y opposaient.

Aujourd'hui, l'influence française se fait sentir dans tous les domaines de l'activité. A Tunis, dans la partie européenne de la ville, c'est à peine si l'on peut compter quelques maisons bâties à l'italienne. On peut en dire autant des autres villes de la Régence. Et non seulement les maisons sont d'architecture française, mais ceux qui les habitent parviennent à comprendre notre langue et à la parler avec un savoureux accent sicilien. La masse sicilienne échappe de plus en plus à l'emprise des « professionisti » et des autorités consulaires. La grande majo-

rité reste étrangère aux manifestations organisées par les chefs de la bourgeoisie alors qu'elle accourt dès que se donne une fête française ; nombreux sont les « popolani » prenant part le 14 juillet à nos réjouissances publiques. Les « professionisti » qui entendent former un groupe à part et ne pas être confondus avec la masse de la population italienne perdent du terrain. Tout se modifie lentement sous notre influence, vêtements, mœurs, aspirations.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE LA NATURALISATION

Il est nécessaire une fois que l'école et nos diverses institutions ont imprégné l'Italien de nos idées, de nos habitudes, de nos mœurs et de nos sentiments, de le faire entrer dans la grande famille française. C'est ainsi qu'est appelée à jouer la naturalisation. Octroyer judicieusement la nationalité française aux Italiens qui la demandent, c'est parachever l'œuvre commencée à l'école et consacrer l'assimilation définitive des requérants. C'est aussi appeler un certain nombre d'entre eux habitant depuis de longues années en Tunisie à participer aux nombreuses charges qui pèsent sur la colonie, comme contre-partie des avantages qu'ils tirent de l'établissement du Protectorat. Ainsi donc, après l'assimilation morale et sociale, l'assimilation politique.

Le problème de la naturalisation a toujours suscité d'ardentes polémiques dans les journaux italiens, surtout du temps du gallophobe Crispi. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans l'Unione des passages tel que celui-ci : « Ces

paysans, ces ouvriers de Sicile, que vous voulez rapprocher de vous, à qui vous désirez apprendre votre langue, imposer vos mœurs et vos institutions, sont aussi patriotes que vous l'êtes vous-mêmes. Si vous aimez votre France, ils aiment leur « Bedda Madre », l'île sacrée, et s'ils regardent par delà la Méditerranée, ce n'est pas vers Paris, mais vers Rome intangible que se reportent leurs pensées. Il vous faudra attendre un certain temps, c'est nous qui vous le disons, avant de voir les Italiens attelés au char de l'Esclavage entrevu par vous en un songe fantastique » (1). Le même journal publiait des articles tout aussi violents l'année même de l'établissement en Italie du régime fasciste.

Compte tenu des conséquences quelquefois fâcheuses auxquelles pouvait donner lieu le brusque passage dans les rangs français de milliers d'immigrants et des difficultés que ne manquait pas de multiplier une Italie déçue par les événements de 1881, la France écarta en Tunisie le principe de la naturalisation automatique introduite en Algérie par la loi de 1889. Aussi, depuis le décret du 29 juillet 1887, qui admet à la jouissance des droits de citoyens français les étrangers fixés en Tunisie depuis 3 ans, moins de 50 naturalisations ont été accordées chaque année à des Italiens.

(1) L'UNION : Numéro du 27 mai 1900.

1888	41	naturalisation accordées ;
1889	47	
1898	46.	

S'il convient de prendre certaines précautions avant de donner la nationalité française, il ne faut pas non plus exagérer au point de rejeter presque toutes les demandes de ceux qui désirent devenir nos compatriotes. Le gouvernement du protectorat faisait preuve à notre avis d'une détestable parcimonie.

Le décret du 29 juillet 1899 revise le précédent et met ses dispositions en harmonie avec celles de la loi du 26 juin 1889. Toutefois le changement apporté n'est pas grand : les formalités restent longues et vexatoires, les droits à payer encore assez lourds, le gouvernement tunisien continue sa déplorable politique.

1899	45	naturalisations :
1900	68	
1901	34.	

Les décrets du 8 novembre 1921 relatifs à l'acquisition de la nationalité française « jure soli », destiné à frapper les nombreuses familles étrangères établies depuis longtemps en Tunisie, n'atteignent pas les Italiens. Le traité franco-italien du 28 septembre 1896 stipule en effet dans son article 13 que : « Seront considérés comme sujets tunisiens en Italie et comme sujets italiens en Tu-

nisie, ceux qui auront conservé d'après les lois de leurs pays la nationalité tunisienne ou italienne ».

La loi du 20 décembre 1923 votée à la suite des protestations que l'Angleterre avait élevées en faveur des Maltais atteints par les précédents décrets, pose le principe de l'acquisition de la qualité de français « jure soli » par suite de la naissance dans la Régence : « Est Français tout individu né dans la Régence de Tunis de parents dont l'un est lui-même né dans la Régence... » Viennent ensuite toute une série de dispositions complémentaires. En un mot, cette loi stipule : que la première génération née dans la Régence est étrangère, la deuxième est française, sauf la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suit la majorité, la troisième génération est nécessairement française.

Telle quelle cette loi pouvait opérer l'absorption rapide de la colonie italienne. Malheureusement elle ne s'applique que sous réserve des conventions diplomatiques et celles signées avec l'Italie en 1896 font qu'en fait la loi ne joue pas en ce qui concerne le groupe le plus nombreux d'étrangers. Les Italiens ne peuvent devenir Français que sur demande agréée par le gouvernement du protectorat.

L'article 3 de la loi de 1923 pose les conditions requises pour l'obtention de la qualité de Français. Un ar-

rété du 18 janvier 1924 vient heureusement réduire au strict minimum les formalités et les frais.

Malgré tout, depuis 1921 avec la politique de naturalisation entreprise par notre résident, M^e Saint, à la suite d'une campagne menée en particulier par Rodd-Balek, le nombre des naturalisations accordées a fortement augmenté. En 1926, 1.281 naturalisations ont été accordées à des Italiens (330 hommes, 241 femmes, 710 mineurs).

Ce serait une erreur des plus grossières de croire que de par la naturalisation nous obtenons aussitôt des Français de cœur et d'esprit. On ne saurait demander à ces Italiens d'hier d'oublier immédiatement leurs traditions, leurs habitudes familiales, leurs mœurs, leurs coutumes séculaires. Ce qu'il faut exiger d'eux, c'est un certain loyalisme.

N'accordons pas la qualité de citoyen français au premier Italien venu qui la sollicite, mais ne faisons pas de difficultés pour l'accorder à l'Italien dont le passé offre des garanties suffisantes : ce sera une sage politique d'assimilation.

Faut-il regretter que la loi de 1923 ne puisse jouer à l'égard des Italiens ? Nous ne le croyons pas. Une naturalisation en bloc nous donnerait d'un seul coup une masse de 90.000 néo-français qui nous seraient hostiles par ce que Français malgré eux. Ils auraient vite fait de s'emparer des pouvoirs publics et de nous faire sentir leur action.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés de faire ressortir, au cours de cette étude, l'importance actuelle de la colonie italienne de Tunisie : son importance numérique, son rôle dans l'économie et la vie du pays.

Nous avons donné les raisons qui nous font considérer la venue en masse, dès l'établissement du protectorat, de prolétaires italiens comme une véritable chance : les Français, peu nombreux jusqu'au début du XX^e siècle, n'auraient pu entreprendre cette gigantesque œuvre de mise en valeur dont la métropole pourrait aujourd'hui s'enorgueillir à juste titre. Français et Italiens collaborent presque sans s'en douter depuis 50 ans, les uns apportant le capital, les autres le travail, ces deux facteurs de la production qui faisaient totalement défaut dans le pays.

Le chauvinisme des professionnels n'a pas grande prise sur la masse sicilienne formée en majeure partie de pauvres gens dont la préoccupation dominante est d'assurer à leur famille le pain quotidien. Seuls les plus instruits d'entre eux essaient de maintenir vivace le sentiment de l'« Italianité ».

Notons aussi que sur les 89.216 Italiens qui se trouvent actuellement en Tunisie, plus de 50.000 sont nés dans le pays même et ont des intérêts analogues à ceux de la nation protectrice ; ils sont plus Tunisiens qu'Italiens et reportent toute leur affection sur cette terre d'Afrique où ils ont vu le jour. Quant aux 39.000 Italiens originaires de l'Italie, tout porte à croire qu'ils seront vite assimilés au contact de la colonie française de plus en plus nombreuse et grâce à une sage et libérale politique de naturalisation.

Aujourd'hui la colonisation française en Tunisie n'est plus « l'expansion italienne dans une colonie française ». Les temps sont changés. Et ces paroles pessimistes du député André Berthelot : « Chaque semaine, il débarque en Tunisie 400 émigrants italiens, et c'est dans cette antithèse singulière entre notre incapacité absolue à peupler la Tunisie de colons français et le flot sans cesse croissant de colons italiens, siciliens spécialement, qu'est le principal danger », — ces paroles ne sont plus d'actualité. Nous pouvons conclure, sans crainte de nous tromper, que le danger italien en Tunisie est beaucoup plus imaginaire que réel.

Vu et approuvé :
Le Président de thèse,
René MAUNIER.

Vu :
Le Doyen,
BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE I. — Le problème et sa portée	11
CHAPITRE II. — Les relations entre la Régence et l'Italie jusqu'à la conquête française	16
CHAPITRE III. — L'influence de la conquête française sur l'immigration italienne	24

PREMIÈRE PARTIE

Les causes et les formes de l'émigration italienne

CHAPITRE I. — Les causes	31
CHAPITRE II. — Les formes	41

DEUXIÈME PARTIE

Les effets de l'émigration

CHAPITRE I. — Le problème économique	49
§ 1. Les agriculteurs	49
§ 2. Les industriels et les pêcheurs	65
§ 3. Les commerçants	73

CHAPITRE II. — Le problème de l'assimilation	83
§ 1. Les obstacles	84
§ 2. Les moyens	94
CHAPITRE III. — Le problème de la naturalisation	99

CONCLUSION

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, Paris
(Ateliers de Reims — Marne)

